

Vie politique nationale

Solidarité autour de l'ancien ministre Bonaventure Mbaya

 (P. 7)

N°326 du Jeudi 27 Août 2026

Siège : Hôtel Saphir - Centre-ville Brazzaville - Congo

La commémoration de cet évènement historique qu'est l'indépendance nationale a été marquée par plusieurs événements, sous le très haut patronage du Chef de l'Etat, entre le 13 et le 15 août dernier, à Brazzaville: le semi-marathon organisé par la S.n.p.c (Société nationale des pétroles du Congo); les deux finales de matches de football dames et hommes de la Coupe du Congo, le vendredi 14 août au Stade Alphonse Massamba-Débat, et le défilé militaire et civil sur le Boulevard Alfred Raoul.

Des organisations de la société appellent à faire de la santé une urgence nationale

Le Pool et ses atouts sur l'agriculture, pour accélérer son développement

BIEN + QUE
DU SPORT

LE DECODEUR HD

A **1000** FCFA* TTC

DES LA FORMULE EVASION

+ PARABOLE ET INSTALLATION OFFERTES

REABONNEZ-VOUS
A VOTRE FORMULE HABITUELLE

30 JOURS OFFERTS**

DE CHAÎNES BONUS

*OFFRE VALABLE DU 01 AU 30 SEPTEMBRE 2008 DAVANT LA DAIITE DES LIEUX DISPONIBLE, POUR TOUT NOUVEAU ABONNEMENT A PARTIR DE LA FORMULE EVASION. PARABOLE ET INSTALLATION OFFERTES. VOTRE TARIF DE COMMANDE A PARTIR DE VOTRE DISTRIBUTEUR AGENT.

**OFFRE VALABLE ENTRE LE 01 DE SEPTEMBRE 2008 ET LE 30 SEPTEMBRE 2008. L'ABONNEMENT DOIT ETRE FORMULEE A PARTIR DE VOTRE DISTRIBUTEUR AGENT.

PREZ PRENDRE 30 JOURS DE COMMANDE. NOUS OFFRONS OFFRE VALABLE UNE SEULE FOIS PAR ABONNEMENT. VOTRE COMMANDE SUR WWW.CANALPLUS.COM ET AUTRES DE VOTRE DISTRIBUTEUR AGENT CANAL+.

92 92

COUVERTURE APRES LOCALISATION VOTRE OFFREUR



PIERRE DE L'INDUSTRIE CONGOLAISE DEPUIS 23 ANS

**EXPLOREZ CE QUE L'INNOVATION
AGRO-ALIMENTAIRE A DE MEILLEUR !**








00 2388 00 00

www.globaldevelopment.cd



Global Day



MADE IN

**OFFRE
FIT**

INSTALLATION DE LA BOX
5 000[€]
OFFERTE

**10 Mb/s
EN ILLIMITÉ**

ABONNEMENT MENSUEL
15 000[€]

- STREAMING, RÉSEAU SOCIAL, MESSAGES ET APPELS VIDÉOS EN ILLIMITÉ.
- RECOMMANDÉE POUR CONNECTER JUSQU'À 5 APPARELS EN SIMULTANÉ.

**OFFRE
START**

INSTALLATION DE LA BOX
OFFERTE

**50 Mb/s
EN ILLIMITÉ**

ABONNEMENT MENSUEL
25 000[€]

- STREAMING DE TOUTES VOS VIDÉOS ET MUSIQUES PRÉFÉRÉES, TÉLÉCHARGEMENT RAPIDE.
- RECOMMANDÉE POUR CONNECTER JUSQU'À 15 APPARELS EN SIMULTANÉ.

**OFFRE
PREMIUM**

INSTALLATION DE LA BOX
OFFERTE

**200 Mb/s^{*}
EN ILLIMITÉ**

ABONNEMENT MENSUEL
45 000[€]

- STREAMING ULTRA-HD COMPATIBLE 4K, EXPÉRIENCE OPTIMALE POUR LES JEUX VIDÉO ET LA VISIO-CONFÉRENCE.
- RECOMMANDÉE POUR CONNECTER UN NOMBRE ILLIMITÉ D'APPARELS EN SIMULTANÉ.

La République du Congo a 66 ans. Mais, qu'est-elle devenue en 66 ans?

En ce 66^{ème} anniversaire de notre pays le Congo, je voudrais patriotiquement et fraternellement inviter tous les Congolais à méditer sur cette homélie par laquelle Mgr Michel Bernard, alors archevêque de Brazzaville, affirma devant le premier Président de la République, l'Abbé Fulbert Youlou, les membres du gouvernement et les Congolais venus assister à la messe de la consécration de notre pays à la Sainte-Vierge Marie, le 15 août 1960: «Demain, et je rappelle ici les pensées de Jean XXIII, demain, pour prendre sa place dans le monde, c'est de volonté que devra faire preuve le nouvel Etat et nul ne saurait contester que le mot implique une décision de discipline, d'effort continu et de sacrifice.

I l n'est pas de vie sociale possible, pas de vie nationale concevable si, quand le bien commun l'exige, les intérêts particuliers ne savent pas céder le pas, s'il n'y a pas pour tous les membres de la Nation une communauté de destin, si les plus favorisés par la situation et la culture ne savent pas en toute générosité se mettre au service de leurs frères les plus dépourvus.

Seuls un grand courant d'enthousiasme, un amour passionné du pays peuvent nourrir cette volonté d'effort et de sacrifice, seuls ils peuvent faire taire les particularismes stérilisants, seuls ils peuvent conjurer la création de blocs hostiles qui opposeraient violemment dans la nation d'une part les mieux pourvus et de l'autre ceux qu'écraserait le sentiment d'une injustice.

C'est une tâche magnifique qu'offre à nos dirigeants le Pape Pie XII «de contrôler, aider et régler les activités privées et individuelles de la vie nationale pour les faire converger harmonieusement vers le bien commun».

Le 15 août 2026, notre République a eu ses 66 ans d'existence

Cela a été célébré à travers plusieurs activités, dont le défilé militaire et civil sur le Boulevard Alfred Raoul, à Brazzaville, la capitale. Pouvons-nous affirmer, sincèrement et avec fierté, que notre République s'est voulue vectrice de message de liberté, de paix, de concorde et de justice? Notre République aurait-elle mis en premier plan, le respect de la dignité de l'homme? Aurait-elle rejeté le tribalisme, le néo-tribalisme, le clanisme, le régionalisme? Notre République, aurait-elle etc, etc, etc? Je laisse à chacun de nous, de répondre, franchement, en se regardant dans le miroir, à toutes ces questions que je me permets de soulever ici.

D'autre part, en 66 ans d'existence, l'esprit de la République nous a-t-il animés



Les différents carrés civils passant devant la tribune officielle.

pour diffuser partout les valeurs, la promotion de chacun, la capacité à être digne en toutes circonstances, la lutte contre le tribalisme, contre le népotisme, contre le favoritisme, contre le clanisme, contre l'exclusion, contre la brutalité? Je ne pense pas.

C'est pourquoi je requerrais patriotiquement qu'il nous plaise de promouvoir la culture de paix, de combattre la haine et la violence et d'éviter d'en être des complices tacites et de laisser certains de nos compatriotes au bord de la route; de combattre aussi le tribalisme par la connaissance de l'autre. Car, c'est l'ignorance qui provoque la peur de l'autre. Croyons à l'intégration de la différence. C'est pour cela qu'il nous faut apprendre très tôt aux jeunes qui sont la pépinière de notre République, à respecter l'opinion de celui qui pense autrement. «Il nous faut diligenter avec vigueur la conquête de la paix dans les cœurs et les consciences de nos compatriotes...», dit le Président Denis Sassou-Nguesso.

Quelle République laisserons-nous aux générations futures?

Celle des bébés noirs et des koulounas ou celle qui sombre dans la misère, dans la clochardisation, dans le chaos économique et social ou encore celle où les anti-valeurs sont et seront légion, ou enfin celle où l'école publique est en train de disparaître au profit des écoles

privées dont certaines sont de qualité douteuse et qui poussent comme des champignons à chaque coin de rue? Ou celle où les soins de santé jadis gratuits, ne sont plus accessibles à la population? Celle où des personnes malades hospitalisées meurent par manque de médicaments qu'elles ne peuvent s'acheter? Ou encore celle où malheureusement s'est instauré le désir effréné de posséder de l'argent et de transformer les biens matériels en idoles?

Il revient donc à notre génération de dénoncer courageusement et sans complaisance tous ces maux qui contrecarrent le développement harmonieux de notre République, notre pays, notre Etat, le Congo pour que notre triste et honteux passé ne devienne, pour les jeunes d'aujourd'hui et pour les enfants qui naîtront demain, leur avenir. Construisons donc du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, de Liranga à Boko, de Kakamouéka à Épéna, notre République dans l'Unité, le Travail et le Progrès, comme le dit si bien notre devise. Qui plus est, comme l'a si bien affirmé Martin Luther King Junior «nous devons apprendre à vivre ensemble comme des frères, sinon nous allons mourir tous ensemble comme des idiots». Car, «plus que jamais l'Etat a besoin que chaque Congolais se mobilise, pour permettre sa continuité et son émergence. Cette mobilisation devrait s'effectuer à plusieurs niveaux, en



Par Dieudonné Antoine-Ganga

partant du sommet avec les pouvoirs publics, jusqu'à la base avec la société civile... Chaque citoyen et résident doit comprendre qu'il a une part de responsabilité et sa pierre à apporter à l'édifice que représente la République du Congo», dit notre compatriote Lydie Patricia Ondziet.

Oublions donc ce qui nous divise

Soyons plus unis que jamais en donnant la priorité à notre République, à notre Etat, à notre pays, le Congo qui est un grand chantier; et ce, pour la véritable paix, afin que tous les Congolais vivent dans le bonheur, dans l'harmonie, dans la liberté, dans l'égalité, dans la fraternité, dans la tolérance et dans la paix véritable voire pérenne. Jusques à quand nous les Congolais, attendrons-nous pour avoir une République où nous vivrions, les uns et les autres «dans la paix des cœurs et la tranquillité des esprits»?

Jusques à quand notre pays immensément riche, attendra-t-il, pour devenir «une petite Suisse», comme l'avaient annoncé les Présidents Fulbert Youlou puis Pascal Lissouba? Qu'avons-nous fait de la devise «Unité-Travail-Progrès»? Qu'avons-nous fait des entreprises comme l'Ofnacom, l'Oncpa, Chacoma, l'A.t.c, le C.f.c.o, la station fruitière de Loudima, la Cidolou, les usines des allumettes de Bétou, les usines Sotexco, Impreco, Socodi, etc? Qu'avons-nous fait, en un mot, de l'héritage économique que nous a légué le Président Alphonse Massamba-Débat? Qu'avons-nous fait du patriotisme que nous a inculqué le Président Marien Ngouabi? Qu'avons-nous fait de la rigueur au travail léguée par le Président Jacques Joachim Yhomby-Opan-

go? Qu'avons-nous fait de l'exhortation par le Président Pascal Lissouba à donner la priorité au Congo et au peuple congolais? Qu'avons-nous fait de cette noble pensée du Premier ministre André Milongo, «ma conception du pouvoir n'est pas celle du pouvoir pour le pouvoir, pour m'ouvrir les vannes de l'enrichissement, par la rapine de l'Etat, mais celle de servir le peuple qui m'aura accordé son suffrage»?

Qu'avons-nous fait de nobles conseils de Mgr Ernest Nkombo: «Tu ne mentiras pas, tu ne voleras pas, tu ne tueras pas»? Que faisons-nous, enfin, de la culture de la paix et de la tranquillité que ne cesse de prôner le Président Denis Sassou-Nguesso? Qu'est-il advenu de nos zones agricoles: la Bouenza; la Lékoumou; les Plateaux; le Pool et la Sangha? Qu'est-il advenu des recettes de l'exploitation de notre pétrole, de nos mines et de notre bois?

Avec une prise de conscience, la République peut retrouver sa grandeur

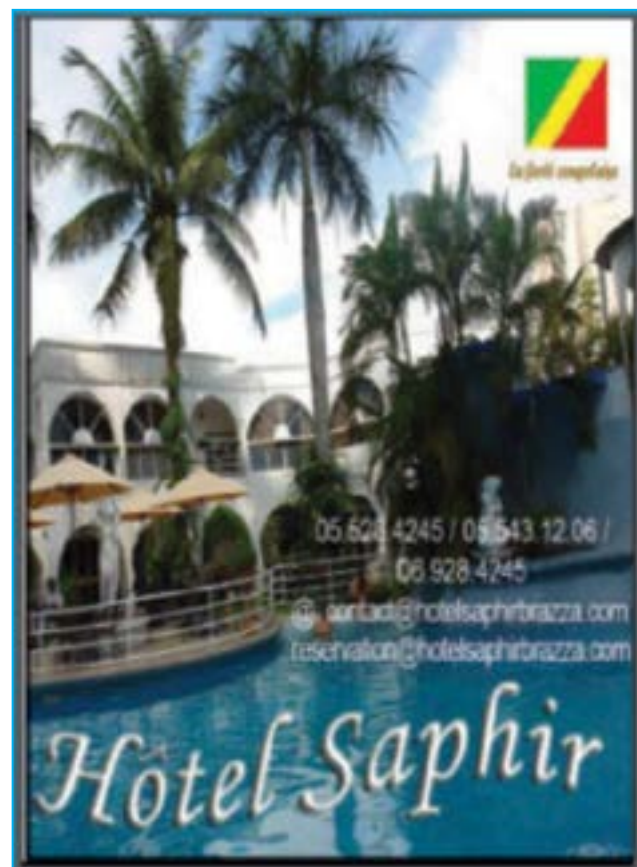
La République du Congo, dont le peuple a connu et continue à connaître les rançons macabres de la violence, de la haine, de la mort gratuite, de la misère, de l'exclusion, des injustices, reste un grand et permanent chantier à reconstruire. Oui, des injustices, il y en a. Des pauvres, il y en a de plus en plus. Des retraités qui vivent ou survivent avec de maigres pensions payées

avec beaucoup de retard, il y en a. Des malades qui meurent par manque de soins et d'argent, il y en a. La jeunesse diplômée sans emploi ou livrée au chômage ou encore abandonnée à elle-même, il y en a. La maxime de Pierre Corneille «la valeur n'attend pas le nombre des années» n'est plus qu'une simple illusion pour la jeunesse congolaise.

Comme l'a dit le Pape François, «le grand chantier de la reconstruction doit permettre l'amélioration des infrastructures et répondre aux besoins matériels, mais aussi, et c'est plus important, promouvoir la dignité humaine, respecter les droits de l'homme et la pleine intégration de tous les membres de la société». Je reste convaincu que notre pays, la République du Congo, avec la prise de conscience de nous tous, peut retrouver sa grandeur, sa dignité et son unité sans que l'on ne construise entre nous des murs de haine, de tribalisme, d'exclusion et des préjugés. Comme je reste aussi convaincu que nous pouvons nous inculquer l'esprit de la République, lequel esprit est la diffusion des valeurs, la promotion de chacun, la capacité à être digne en toutes circonstances, la lutte contre l'exploitation du peuple et contre la brutalité. Enfin, les uns et les autres, ayons seulement la très ferme volonté patriotique et politique d'y parvenir. Là où il y a de la volonté, il y a une route. Est-ce que nous avons cette volonté?

That is the question, comme disent les Anglo-Saxons! Vive la République du Congo! Vive notre beau et riche pays! Vive les 66 ans de notre République! Ad Multos Annos!

Dieudonné ANTOINE-GANGA.



66^{ème} anniversaire de l'indépendance du Congo

Un grand défilé militaire et civil sur le Boulevard Alfred Raoul, à Brazzaville

Comme de coutume, le 66^{ème} anniversaire de l'indépendance nationale, a été célébré, le samedi 15 août 2026, à travers plusieurs activités dont la principale, le défilé militaire et civil, sur le Boulevard Alfred Raoul, à Brazzaville, avec pour thème: «*Objectif développement: accélérons la marche*», sous le très haut patronage du Président de la République, Denis Sassou-Nguesso, en présence des invités de marque, des présidents des institutions nationales, des corps constitués nationaux, des membres du corps diplomatique accrédité au Congo, des officiers du haut-commandement de la Force publique, et des représentants des forces vives de la Nation.

15 août 1960 - 15 août 2025, la République du Congo a totalisé 66 ans de son accession à la souveraineté internationale. La commémoration de cet événement historique a été marquée par plusieurs événements, sous le très haut patronage du Chef de l'Etat, entre le 13 et le 15 août dernier, à Brazzaville: le semi-marathon de Brazzaville organisé par la S.n.p.c (Société nationale des pétroles du Congo); les deux finales de matches de



Denis Sassou-Nguesso donnant l'ordre de démarrer le défilé.



La revue des troupes pendant le défilé.



Pendant le défilé civil

football dames et hommes de la Coupe du Congo, le vendredi 14 août au Stade Alphonse Massamba-Débat, et le défilé militaire et civil sur le Boulevard Alfred Raoul.

A l'occasion du défilé militaire et civil, le Président Denis Sassou-Nguesso était entouré d'invités de marque, notamment le Président du Burundi, Evariste Ndayishimiye, qui est Président en exercice de l'Union africaine, le président de la commission de l'Union africaine, le Djiboutien Mahamoud Ali Youssouf, et l'ancien président nigérien, Mahamadou Issoufou.

Côté national, on pouvait relever la présence entre autres, du président du sénat, Pierre Ngolo, du Premier ministre chef du gouvernement, Anatole Collinet Makosso, des présidents des institutions constitutionnelles, des membres du gouvernement, des parlementaires, des membres du corps diplomatique, des officiers du haut-commandement de la Force publique dont le chef d'Etat-major général des Fac (Forces armées congolaises), le général de division Guy-Blanchard Okoï, des autorités



Le Chef de l'Etat avec les douze personnalités honorées dans l'Ordre du mérite congolais.

locales dont le préfet Gilbert Mouanda-Mouanda, le député-maire Dieudonné Bantimba, etc. Après avoir salué le drapeau national et passé en revue les troupes d'apparat et d'honneur et celles de la garnison de Brazzaville, suivi de l'exécution de l'hymne national, le Président Denis Sassou-Nguesso, sous la conduite du chef d'Etat-major général, le général de division Guy Blanchard Okoï, s'est installé à la tribune officielle. Ensuite, il a procédé, comme l'année dernière, à la décoration, à titre exceptionnel et normal, dans différents grades de l'Ordre du mérite congolais, d'une douzaine de compatriotes,

pour s'être distingués dans différents secteurs d'activités. Parmi eux, trois compatriotes de la diaspora, notamment Tatiana Niamayoua, Max Osso et Antoine Wada dit Djo Balard, une des icônes du mouvement culturel de la Sape (Société des ambassadeurs et personnes élégantes). Le Chef de l'Etat a, ensuite, donné l'ordre du démarrage du défilé national militaire et civil, selon le rituel militaire, en répondant à la sollicitation du général de brigade Fermeté Blanchard Nguinou, commandant en chef des troupes de la Zone militaire de défense n°9, Brazzaville. Le tout accompagné de 21 coups de ca-

non, symbolisant la solennité de l'évènement.

Ainsi, pendant environ deux heures, sous le regard admiratif des officiels, des invités de marque et d'un public venu nombreux, les différents carrés des unités féminines et masculines, composées des éléments

des écoles des F.a.c (Forces armées congolaises), du Régiment d'apparat d'honneur, de la Marine nationale, des forces de sécurité intérieure, du G.p.c (Groupe-ment para-commando), la Garde républicaine, la police nationale, la gendarmerie, le Groupement logistique des forces de sécurité intérieure, les unités mobiles des différents corps, les troupes des corps paramilitaires tels que les douanes et les éco-gardes, etc.

Puis, le tour est revenu au défilé civil, animé par la fanfare kimbaguiste. Il a mobilisé les représentants des neuf arrondissements de Brazzaville, ceux de la commune de Kintélé, de la sous-préfecture de Mbamou, des administrations publiques, privées, les partis politiques, les confessions religieuses, les associations et bien d'autres.

«*Je vous félicite pour la bonne tenue des troupes et du bon déroulement du défilé*», c'est par ces mots que le Président de la République, chef suprême des armées, a mis un terme défilé militaire et civil ayant marqué le 66^{ème} anniversaire de l'indépendance.

Hervé EKIRONO

Editorial

La guerre d'influence des clans

Les nominations au Ministère de l'intérieur et de la Décentralisation ont pris l'allure d'un événement de nature à apporter les changements souhaités dans le fonctionnement de l'Etat. En réalité, que nenni! A y regarder de près, ces nominations ne semblent s'aligner que dans l'esprit de la guerre d'influence des clans au sein du pouvoir. D'ailleurs, les réseaux sociaux, qui charrient tout (rumeurs, vérités tronquées, contre-vérités, manipulations, etc), ont déjà désigné le Belzebuth à qui l'on règle les comptes. Conséquence, après ces nominations: d'un côté on danse de joie; de l'autre on grince les dents et on cherche l'heure de la revanche. Voilà ce à quoi la gestion de l'Etat est réduite: les rivalités entre clans.

Au-delà des grandes proclamations officielles contenues dans les plans, programmes et projets, la réalité quotidienne semble avoir enfermé la gouvernance publique dans les rivalités surnoises entre acteurs puissants autour du Président de la République. La guerre d'influence, qui bat son plein, a besoin de loyauté, de fidélité, de réseautage de la part des cadres, etc. Malheureusement, c'est de là que découle essentiellement leur choix aux grands postes de responsabilité publique. Quand les compétences ne s'alignent pas, leur sort est d'être laissées au bord du chemin. La gestion axée sur les résultats est reléguée au second plan au profit de la nécessité de caser des poulains.

Au regard de la troisième mission du Pag (Programme d'action du gouvernement), il y a lieu de s'interroger sur la question de la moralité des cadres nommés. «*De la valorisation du capital humain et de la moralisation de la vie administrative dépendra, en grande partie, la redynamisation de l'économie nationale, qui constitue l'une des missions essentielles du gouvernement*», dit le Premier ministre Anatole Collinet Makosso. Qui peut attester de la moralité de chacun des cadres promus ou réaffectés à des postes de responsabilité publique? Il y en a qui sont bons, mais il y en a qui suscitent des doutes.

Par manque de politique perspicace de gestion des ressources humaines, basée sur la compétence, la moralité et les résultats, on privilégie la cooptation qui est la cause principale du retard du Congo en matière de développement, en dépit de ses ressources naturelles qui le prédisposent à être parmi les pays les mieux développés du continent. Conséquence, les nominations aux grands postes de responsabilité publique prennent l'allure du «*ôte-toi de là que je m'y mette*», consécutif à la guerre d'influence entre clans. Le pays en pâtit, il n'avancera pas de manière décisive avec ça. On tourne en rond, on est dans l'éternel recommencement.

L'HORIZON AFRICAIN

L'HORIZON AFRICAIN

Direction: 05 543 82 76 / 06.662 37 39

E-mail: lhorizonafrcain@gmail.com /

www.lhorizonafrcain.com

Sous l'immatriculation 108/MCM/DGAI/DPE du 19 Mars 2019

Directeur de publication par intérim: Hervé EKIRONO

Tel : 06 879 50 69 / 05 554 40 99

Directeur commercial & Relations publiques :

Rigobert MOBOLAS : 06 626 89 15

Rédacteur en Chef : Chrysostome FOUCK ZONZEKA

Tel : 06 986 56 52 / 05 568 54 47

Secrétaire de rédaction : Roland KOULOUNGOU

Tel : 06 838 30 04 / 05 055 24 71

Rédaction

Céleste Exaucé SINDOUSSOULOU : 06 641 56 96

Martin BALOUATA-MALEKA : 05.500 77 82

Urbain Nzabani

Joseph MWISSI NKIENI

Siege de la Rédaction : Hôtel Saphir (Brazzaville)

Chef Bureau Pointe-Noire :

Marcel BITADI. Tel : 05.557.78.71

Mise en pages : TORNADE

A.r.d

Mathias Dzon annonce la publication des actes du symposium national

Dans un communiqué publié à Brazzaville, le 13 août 2026, Mathias Dzon, président de l'A.r.d (Alliance pour la république et la démocratie) annonce la publication des «actes sur le vrai bilan des 42 ans de pouvoir sans partage de l'Etat/P.c.t». Ci-après, l'intégralité du communiqué du président de l'A.r.d.

Vient de paraître aux Editions Amazon K.d.p, un livre blanc sur le vrai bilan des 42 ans de pouvoir sans partage de l'Etat/P.c.t. Ce livre fait des révélations crues, documentées et irréfutables sur les graves manquements aux devoirs de leurs charges par les gouvernants, les replis identitaires sectaires, la «familialisation» du pouvoir, la transformation de la République en une monarchie républicaine et en une épicerie familiale, le délitement du vivre-ensemble et de l'unité nationale, la dérive autoritaire du pouvoir, l'explosion des violences politiques et des violences criminelles, l'appropriation



Mathias Dzon, président de l'A.r.d.

personnelle des biens de l'Etat, le noyautage clanique des postes à responsabilité

au sommet de l'Etat, la mise à sac des finances publiques par les tenants du pouvoir,

la galère extrême des populations, l'opulence et le luxe insolent dans lesquels baignent les membres de la nomenklatura.

Achetez, lisez et faites lire cet ouvrage instructif, pour découvrir ce que le pouvoir de Brazzaville vous cache soigneusement, notamment les mensonges honteux sur la marche du Congo vers le développement, l'atteinte du statut de pays émergent en 2025, la santé et l'eau potable pour tous, l'autosuffisance alimentaire, l'approvisionnement en électricité de l'ensemble du territoire national, le vivre-ensemble, l'unité et la concorde nationales, la paix et la tranquillité des esprits, etc. Le livre est disponible et vendu aux Editions Amazon K.d.p. Hâtez-vous. Les stocks sont limités».

Grève dans les hôpitaux publics

Des organisations de la société appellent à faire de la santé une urgence nationale

Un collectif d'organisations de la société civile a exprimé, dans une déclaration publiée à la veille de la célébration de la fête nationale du 15 août, son indignation face à la grève générale qui paralyse actuellement les hôpitaux publics du pays. Sous le leadership de Joe Washington Ebina, ces organisations appellent le Président de la République, le gouvernement et le parlement à faire de la santé une urgence nationale. Ci-après l'intégralité de cette déclaration.

«Au moment où la République du Congo célèbre le 66^{ème} anniversaire de son accession à l'indépendance, nous, organisations de la société civile qui défendons les droits de l'homme et la démocratie, rendons hommage à tous les artisans et bâtisseurs de cet événement qui a fait de notre pays, un État libre et souverain. La date du 15 août demeure un symbole puissant de liberté, de dignité et d'espérance. Cependant, l'indépendance ne constitue pas uniquement un héritage à célébrer fastueusement; elle est également et surtout une responsabilité à assumer en faveur du bien-être de la population et une œuvre à poursuivre pour les générations futures. En cette date du 15 août 2026, nos organisations dénoncent le manque de priorité accordé aux préoccupations de la population. Au Congo, des familles sont aujourd'hui confrontées à une situation qui ne peut laisser aucun être humain indifférent. Dans la République,

des malades cherchent des soins, des familles cherchent un médecin, des parents cherchent un hôpital et certains ne trouvent aucune réponse. Tout cela intervient dans un contexte de grève générale des agents de santé dans plusieurs hôpitaux publics. Sont notamment concernés, le plus grand hôpital du Congo, le C.h.u (Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville), l'Hôpital Blanche Gomès ainsi que des hôpitaux de référence tels que Talangaï où, le 12 août, un travailleur de l'Anac, Oyandi Hugar, est décédé dans l'enceinte de l'hôpital, dans un contexte marqué par l'absence de médecins. Sont également concernés, les hôpitaux Adolphe-Cissé, Loandjili, Paka de Pointe-Noire et ceux de Dolisie. Ce n'est pas seulement une administration qui s'arrête: c'est la vie humaine qui est en danger. Étant donné que nos vies commencent et se terminent à l'hôpital, le personnel de santé mérite d'être



Joe Washington Ebina (au milieu)

entendu, de bénéficier de conditions de travail dignes et d'être valorisé. Il mérite également des salaires décents, payés régulièrement. Nos organisations rappellent que la dignité humaine doit être respectée. Le malade a des droits: le droit à la vie; le droit à des soins de qualité accessibles à tous et le droit de ne pas mourir faute de prise en charge. Les organisations de la société civile posent une seule question: quelle priorité voulons-nous donner à la vie humaine en République du Congo? Nous constatons que le gouvernement mobilise d'importants moyens financiers pour organiser des cérémonies fastueuses, des manifestations publiques et des défilés civils et militaires à des coûts exorbitants. Alors qu'un défilé peut être reporté, une cérémonie peut être réduite et une dépense

peut être différée, une vie humaine perdue, elle, ne peut être rattrapée. Les organisations de la société civile lancent un appel au Président de la République, au gouvernement, au parlement, aux autorités sanitaires et à toutes les forces vives de la Nation congolaise. Faites de la santé une urgence nationale. Que les négociations commencent au plus vite. Que des solutions soient trouvées. Que les hôpitaux fonctionnent. Que les médecins et les infirmiers soient respectés. Que les malades soient pris en charge. Et surtout, que personne ne soit condamné à mourir chez lui simplement parce qu'il n'a pas trouvé un hôpital en fonctionnement capable de le recevoir. Oui, c'est un combat pour la vie. Notre revendication est humaine».

PROPOS D'éTAPE

66=3.

L'arithmétique nous offre parfois des combinaisons curieuses, notamment lorsqu'on les rapporte à des événements terrestres d'ordre historique. Par exemple, dans l'ordre historique de l'indépendance de céans, l'arithmétique nous offre une numérologie particulière autour du chiffre 3.

66 ans, soit en numérologie 3; 15 août 2026, soit 6, c'est-à-dire 2 fois 3. Dans un autre système de croyance, le 15 août, c'est l'Assomption, la montée du corps et de l'âme de la Vierge-Marie vers Dieu le Père, événement considéré comme vérité de foi depuis 1950. Dans ces 66 ans, il y a comme conjonction de l'arithmétique et du sacré. Au Céans, on célèbre l'indépendance sous la symbolique du tryptique. C'est donc une année exceptionnelle; une année de fin de cycle et du début d'un autre, au cours duquel la gestion de la Cité devrait être accélérée, dans l'ordre, la justice et l'harmonie sociales. Parce que sous le signe du 3, la société devrait créer un nouvel équilibre, celui de l'achèvement de la marche vers le développement, par le dépassement des contraires, le tout, dans l'exaltation de la sagesse, de la force et de la beauté. Parce que le 3, c'est la perfection. Même si elle n'est pas de ce monde, on essaie de s'en approcher. Une société qui est gérée avec le bon sens, la modération, la prudence et un discernement profond, dispose d'une force, surtout mentale, pour rassembler ce qui est épars, afin d'offrir au peuple une esthétique de vie, une sorte de rempart contre la laideur de la médiocrité et de l'amateurisme dans la gestion de la Cité, pour paraphraser William Morris.

Ce signe du 3, le maître des paramètres vient de le consacrer dans son message à la nation: le peuple a fait sa part de travail, en honorant en toute responsabilité, ses engagements pendant l'élection présidentielle. Lui, affirme la volonté politique, la bonne gouvernance, la mobilisation des ressources conséquentes pour l'objectif développement et dit ne pas accepter que «l'accélération de la marche vers le développement ne se réduise à une clause de style ou à un simple slogan». Il reste à ceux qui ont la charge de gérer les affaires de la Cité au quotidien, à faire preuve d'ingéniosité et d'abnégation, pour transformer «la satisfaction espérée» du peuple, en satisfaction vécue.

Prométhée

Comme en lutrin

Tous ne sont pas pour toi. Ne vois-tu pas leurs ruses?

Urie ne savait pas ce qui se passait. Il s'est certainement dit que si le chef d'Etat-major l'avait placé devant, c'était parce qu'il le trouvait fort: «Je suis sûrement un soldat courageux». Il ne savait pas que c'était un piège tendu pour le faire mourir... Parce que quelqu'un avait commis une faute grave et cherchait un moyen de la couvrir. Nous sommes entourés de personnes que nous ne connaissons pas vraiment. Le dramaturge William Shakespeare résumait parfaitement ce danger dans Macbeth: «Il n'y a pas d'art pour découvrir les constructions de l'esprit sur le visage». Elles donnent l'impression d'être avec nous, de nous soutenir, alors qu'elles jouent un double jeu. En face de toi, elles te valorisent. Mais en réalité, elles poursuivent une mission: provoquer ta chute... et en rire ensuite. Urie est mort, parce qu'il avait confiance dans la position qu'on lui avait donnée. Il pensait être honoré, alors qu'il était en train d'être exposé. Ce qu'il croyait être une place d'honneur était en réalité une position suicidaire. C'est le propre de la manipulation, comme le rappelait le philosophe Francis Bacon: «Le plus dangereux de tous les vices est de faire le bien par malice». Faites attention: Joab peut se trouver parmi les personnes qui vous entourent. Quelqu'un peut avoir reçu la mission de vous placer en première ligne... Non pour vous honorer, mais pour provoquer votre ruine. Tout le monde autour de vous n'a pas forcément de bonnes intentions. Ne placez pas votre sécurité dans les louanges humaines. L'écrivain Jean de La Fontaine nous a laissé cette leçon éternelle: «Tout flatteur vit aux dépens de celui qui l'écoute». Confiez-vous au Seigneur. Lui seul connaît le fond des cœurs, et Lui seul saura vous défendre et vous préserver de ces pièges invisibles.

Industrialisation

Enfin, la Zone industrielle et commerciale de Maloukou connectée à l'électricité!

Projet gouvernemental réalisé en partenariat avec une société privée brésilienne, qui a depuis, disparu, la Zone industrielle et commerciale de Maloukou-Tréhot, située à environ 70 km au Nord-Ouest de Brazzaville, sur les berges du Fleuve Congo, dans le District d'Igné (Département du Djoué-Léfini) est, enfin, connectée au réseau électrique national. L'événement a fait l'objet d'une inauguration officielle, mardi 11 août 2026, sous le très haut-patronage du Chef de l'Etat, Denis Sassou-Nguesso, lors d'une cérémonie ayant réuni le gouvernement dont le Premier ministre Anatole Collinet Makosso, les officiels de la République et les autorités locales.

C'est une longue histoire que celle de la construction de la Zone industrielle et commerciale de Maloukou-Tréhot, dont la première pierre fut posée par le Président de la République, Denis Sassou-Nguesso, le 7 juillet 2012, pour accueillir 16 usines de fabrication de matériaux de construction (Tuyaux P.v.c, récipients de rotomoulage, fers à béton, carrelage, briques, tuiles galvanisées, dalles en béton préfabriqués, emballage de peinture et de mortier, câbles électriques, peinture, vernis, etc), une centrale frigorifique, quatre magasins généraux servant à l'écoulement de la production ainsi qu'une unité de montage de tracteurs agricoles, sur un site d'une



Denis Sassou-Nguesso sur un tracteur de la société Eco Camaco

du secteur privé, s'est réjoui de l'avènement, dans cette zone, de l'électricité qui, selon lui, contribue à l'ouverture de nouvelles perspectives économiques. Ainsi a-t-il lancé «un appel clair aux investisseurs nationaux et internationaux: le Congo veut produire; le Congo veut transformer; le Congo veut



Le Président de la République faisant le geste de la connexion électrique



Une usine de fabrication des tuyaux a Maloukou.

superficie totale de 557.127 mètres-carrés. Les premières usines sont opérationnelles depuis 2015, en se débrouillant avec des groupes électrogènes. Le site étant confronté aux problèmes d'accès à l'énergie électrique, à l'eau courante et au système d'évacuation des eaux. Le gouvernement avait construit la Zone industrielle et commerciale de Maloukou-Tréhot en partenariat avec la société brésilienne, Asperbras Congo Sarlu, devenue Austral construction. Le 12 avril 2022, lors de la visite d'Etat du Président rwandais, Paul Kagame, au Congo, il a confié, par la signature d'un accord, la concession de cette zone au Fonds d'investissement rwandais, Crystal ventures, qui a créé une filiale, Macefield ventures Congo, pour la gérer. Depuis, Mme Yvonne Mubiligi, directrice générale de Macefield ventures Congo, avait fait de la connexion à l'électricité, à la fibre optique, de la construction de la voie d'accès et de l'installation du système d'eau



Léonidas Carel Mottom Mamoni, préfet du Djoué-Léfini

courante et d'évacuation des eaux, la priorité de son action auprès des autorités congolaises. Pour ce qui est de l'électricité, les travaux ont été réalisés par la société Smec (China machinery engeneering corporate). Ils ont consisté à construire un poste de transformation électrique T.h.t (Très haute tension) de 220/33/22 Kv et une ligne 220 kilovolts de 14 kilomètres, entre Djiri et Maloukou, pour un coût global de plus 16 milliards 572 millions de francs Cfa, financé sur fonds propres de l'Etat. Dans son mot de bienve-

nue, le préfet Léonidas Carel Mottom Mamoni s'est dit satisfait du nouveau geste qui intervient dans son département, quelques jours après le lancement de la deuxième édition de la Grande foire agricole du Congo. De son côté, Oscar Otoka, délégué général aux grands travaux, a présenté les caractéristiques techniques du poste de transformation électrique de Maloukou, maillon essentiel de la localité. Michel Djombo, ministre du développement industriel, des zones économiques spéciales et de la promotion

industrialiser son économie et le Congo est prêt à accueillir celles et ceux qui souhaitent et investir et produire à ses côtés». Enfin, après avoir présenté la double portée industrielle et sociale de la ligne électrique de Maloukou, le ministre de l'énergie et de l'hydraulique, Bruno Jean-Richard Itoua, a décliné, quant à lui, les grandes lignes de la feuille de route du gouvernement en matière d'électricité. Après la mise en service, officielle, de la ligne électrique T.h.t reliant la Zone industrielle et commerciale de Maloukou au réseau électrique national, le Chef de l'Etat a visité l'usine de montage des tracteurs agricoles de la société Eco Comaco, appartenant à Willy Etoke, située dans la Z.e.s de Maloukou, à environ 9 km. La question de l'électricité réglée, il reste de doter la Zone industrielle et commerciale de Maloukou de son système d'eau courante et d'évacuation des eaux usées.

Hervé EKIRONO - Urbain NZABANI

D.r.d (Dynamique républicaine pour le développement)

Le deuxième congrès placé sous le signe de la remobilisation

La D.r.d (Dynamique républicaine pour le développement), parti membre de la Majorité présidentielle, a tenu, du mardi 18 au jeudi 20 août 2026, sous la direction de son président fondateur, Hellot Matson Mampouya, son deuxième congrès ordinaire, au Palais des congrès de Brazzaville. Quelque 835 congressistes venus des différents départements du pays ont participé à ces assises placées sous le thème, «Unis dans l'amour fraternel, l'entente et la concorde, transformons le présent pour bâtir l'avenir», et consacrées à la réorganisation et à la remobilisation du parti, en perspective des prochaines élections législatives et locales.



Hellot Matson Mampouya (au milieu) et le présidium du congrès.

La cérémonie d'ouverture du deuxième congrès de la D.r.d a connu la présence de plusieurs dirigeants et représentants des partis de la majorité présidentielle, parmi lesquels Euloge Landry Kolélas du M.c.d.d.i, Jean-Didace Médard Moussodia du P.u.l.p, le député Roland Bouiti-Viaudo, président du M.a.r, Pascal Ngaliyo-Yala, président du M.s.d.p, le sénateur Jackson Adéodat Matoumbi, représentant le président du R.c, le député Louis Gabriel Missatou et Dieudonné Kouloukiambonga, représentant le président du Club 2002-P.u.r, Katia Mounthault-Tatu, secrétaire permanente chargée des relations extérieures du P.c.t, etc. Parmi les personnalités présentes, on peut citer aussi Alain Akouala Atipault, président de la Commission nationale du M.a.e.p, le haut-commissaire Adolphe Mbou-Maba, et bien d'autres.

Après la cérémonie d'ouverture marquée par le discours solennel du président de la D.r.d, les congressistes ont examiné et adopté, durant leurs travaux, les nouveaux statuts, le règlement intérieur et le document d'orientation générale du parti. Ils ont également procédé au renouvellement des instances dirigeantes. Initialement prévus pour s'achever le 19 août, les travaux se sont finalement prolongés jusqu'aux premières heures du jeudi 20 août, vers 2h du matin, dans l'attente de la composition des nouvelles instances. Au terme de cette longue nuit, le suspense a finalement laissé place à une recomposition limitée, la plupart des responsables ayant été reconduits à leurs fonctions.

Dans son discours de clôture, Hellot Matson Mampouya a présenté le congrès comme un moment de retrouvailles et de renouveau. «Nous avons retrouvé une famille réunie, enthousiaste, vibrant en phase dans la poursuite d'un idéal commun», a-t-il déclaré, se félicitant de l'harmonie ayant marqué les travaux. Pour lui, le parti sort renforcé de ces assises nationales. «Désormais, nous venons de prendre un nouvel élan. On peut même dire que la D.r.d vient de renaître», a-t-il affirmé, appelant les militants à investir davantage le terrain, en vue des prochaines échéances électorales, notamment les législatives et les locales de 2027. Hellot Matson Mampouya a également salué la présence des représentants des partis de la majorité présidentielle, estimant que leur participation illustre «l'unité, la solidité et la solidarité» de la famille politique du Président de la République, Denis Sassou-Nguesso, à qui la D.r.d a renouvelé son soutien, tout en saluant sa réélection, qualifiée de «plébiscite». La D.r.d a rappelé avoir contribué à cette victoire. C'est pourquoi Hellot Matson Mampouya a renouvelé l'engagement de son parti à accompagner le projet de société «Accélérons la marche vers le développement».

Le président de la D.r.d a par ailleurs annoncé un renforcement des relations entre la direction nationale du parti et les structures départementales. «De manière structurelle, la relation permanente est établie avec les structures départementales», a-t-il assuré. Les responsables départementaux sont, désormais, intégrés à la direction nationale, à travers leur présence au bureau national du parti. La D.r.d entend, enfin, instaurer une plus grande régularité dans la tenue des sessions annuelles de son Conseil national. Cette organisation doit permettre à la direction de recueillir les orientations des différentes structures et d'assurer le suivi des résolutions du congrès.

Au terme de son deuxième congrès, la D.r.d mise, désormais, sur la mise en œuvre des résolutions adoptées et sur une mobilisation accrue de ses militants sur le terrain, en perspective des prochaines batailles électorales dont la réélection de son président fondateur en qualité de député.

Roland KOULOUNGOU

T.g.i de Djambala

Trois individus condamnés à des peines de prison ferme pour trafic d'ivoire

Le T.g.i (Tribunal de grande instance) de Djambala, dans le Département des Plateaux, a condamné à des peines d'emprisonnement ferme, trois hommes impliqués dans une affaire de braconnage d'éléphants et de détention illégale d'armes. Le jugement rendu le mercredi 22 juillet 2026, condamne Justin Moko Péa, alias «Colonel», à trois ans d'emprisonnement ferme. Ses co-accusés, Ghislain Akouala Maloba et Enoch Ikombo, ont écopé, chacun, de deux ans d'emprisonnement, dont quinze mois ferme. Les trois condamnés devront également payer solidairement une amende de 150 mille francs Cfa et verser 5 millions de francs Cfa de dommages et intérêts à l'État.

Les faits remontent aux 23 et 24 mai 2026, lorsque les éléments de la Région de gendarmerie des Plateaux ont interpellé les trois individus dans les Districts de Lékana et de Ngo. Au cours de cette interpellation, les forces de l'ordre avaient saisi plusieurs armes à feu, dont une arme de guerre, des munitions ainsi que huit morceaux d'ivoire d'un poids total supérieur à 31 kg. À la suite de cette interpellation, la Direction départementale de l'économie forestière des Plateaux, avec l'appui technique du P.a.l.f (Projet d'appui à l'application de la loi sur la faune sauvage), a contribué au suivi du dossier et à l'accompagnement de la procédure judiciaire. Déférés devant la justice le 2



Lutte contre la délinquance faunique 01 jugement Djambala.

juin dernier, les trois prévenus avaient été placés sous mandat de dépôt. Lors de l'audience du 8 juillet, ils avaient reconnu les faits qui leur sont reprochés. Après examen des éléments du dossier, le tribunal a retenu contre Justin Moko Péa, les chefs d'accu-

sation d'abattage d'animaux intégralement protégés, notamment des éléphants, ainsi que de détention illégale d'armes et de munitions de guerre. Ses deux co-accusés ont, quant à eux, été reconnus coupables de complicité. Selon des sources proches du

dossier, Justin Moko Péa et ses complices présumés seraient impliqués dans l'abattage de plusieurs éléphants dans les forêts du District de Lékana. Les enquêteurs évoquent également l'existence possible d'un réseau plus vaste de braconniers et de trafiquants de produits issus de la faune sauvage. Plusieurs personnes soupçonnées d'être liées à ce réseau seraient toujours en fuite, tandis que les investigations se poursuivent, afin d'identifier l'ensemble des acteurs impliqués. Cette condamnation est intervenue alors que les autorités congolaises intensifient leurs efforts dans la lutte contre le braconnage et le trafic des espèces protégées. Le gouvernement rappelle régulièrement que ces activités constituent une menace pour la préservation de la biodiversité et mettent en péril plusieurs espèces animales, tout en compromettant les actions de conservation menées à travers le pays.

Evariste LELOUSSI

Lutte contre la délinquance faunique

Quatre individus interpellés dans la réserve naturelle de Lésio-Luna

La traque des braconniers se poursuit dans la réserve naturelle de Lésio-Luna, dans le District d'Odziba (Département de la Djoué-Léfini). Le 11 août 2026, quatre individus, âgés de 31 à 46 ans, ont été interpellés par les éco-gardes, dans cette aire protégée. Ils ont été pris en possession d'une arme de chasse de type calibre 12, de fabrication locale, ainsi que de cartouches, avant d'être placés en garde à vue dans les locaux du commissariat de police d'Odziba, chef-lieu du département, dans l'attente de la suite de la procédure de déferrement devant le procureur de la République.

Selon les éléments recueillis, l'interpellation des quatre personnes est intervenue dans le cadre des patrouilles de routine effectuées par les éco-gardes de la réserve de Lésio-Luna. Leur présence dans cette aire protégée ainsi que les activi-

tés de chasse et de pêche auxquelles elles se livraient sans autorisation de l'administration forestière, sont interdites par la législation en vigueur. Informé de l'affaire, le Palf (Projet d'appui à l'application de la loi sur la faune sauvage), en collaboration



Les quatre présumés délinquants fauniques.

avec les autorités compétentes, a apporté une assistance technique dans le cadre des démarches judiciaires engagées contre les quatre présumés braconniers. Ils devraient être présentés au procureur de la République, afin de répondre des faits qui leur sont reprochés. Ils pourraient être poursuivis notamment pour pénétration, pêche et chasse dans une aire protégée, sans autorisation préalable. Selon une source proche du dossier, ils encourent des peines

d'emprisonnement ainsi que des amendes, conformément aux dispositions légales applicables. Rappelons que le 3 juin 2026, deux hommes soupçonnés de braconnage avaient été arrêtés avec une importante quantité de viande boucanée d'hippopotame, une espèce intégralement protégée. Ils ont été condamnés le 21 juillet dernier, par le Tribunal de grande instance de Brazzaville.

Evariste LELOUSSI

Lutte contre la délinquance faunique

Six armes à feu et des munitions saisies dans un village du District d'Odziba



L'arsenal militaire et de chasse saisi chez un militaire déserteur dans un village du District d'Odziba@1x_1

Six armes à feu, dont quatre de type calibre 12, un P.m.ak (donc une arme de guerre) et un pistolet, seize chargeurs de P.m.ak ainsi qu'un sac contenant 469 munitions de guerre ont été saisis, le jeudi 13 août 2026, au domicile d'un présumé chef de bande organisée de braconniers en cavale, au village Yono, dans le District d'Odziba (Département de Djoué-Léfini).

La saisie de l'impressionnant arsenal de guerre et de chasse a été rendue possible lors d'une opération conjointement menée par les éléments de la police et des éco-gardes de la réserve naturelle de Lésio-Luna, avec l'appui technique du Palf (Projet d'appui à l'application de la loi sur la faune sauvage).

Le présumé délinquant, qui serait un militaire, avait été dénoncé par ses deux complices interpellés par les éco-gardes, le 3 juin 2026, dans la réserve naturelle de Lésio-Luna. Ces derniers étaient en possession d'une quantité importante de viandes boucanées d'hippopotame, une espèce animale intégralement protégée. Ils ont été jugés et condamnés le 21 juillet dernier, par le Tribunal de grande instance de Brazzaville.

Absent à son domicile au moment de l'importante saisie, le présumé chef de bande de braconniers est recherché par les services de sécurité. Les armes et munitions saisies sont actuellement gardées au commissariat de police du District d'Odziba. Elles constituent des preuves matérielles justifiant l'implication présumée de cet individu dans les activités illégales au sein de la réserve. Une fois interpellé, ce dernier pourrait être poursuivi pour détention illégale d'armes et de munitions de guerre, chasse et pénétration dans une aire protégée. Ces faits exposeraient ce prétendu militaire à une peine de prison ferme assortie d'amendes, conformément à la loi en vigueur.

Déterminées à préserver le patrimoine faunique national, les autorités congolaises entendent sanctionner avec fermeté toute violation des dispositions relatives à la protection des espèces animales, en particulier celles menacées d'extinction.

Evariste LELOUSSI

Nécrologie

Philippe Banz annonce le décès de son fils-ainé, Brier Cervin Banzouzi



Brier Cervin Banzouzi

Philippe Banz, journaliste à La Semaine Africaine, membre de l'Amicale des anciens journalistes de Radio-Congo, a la profonde tristesse d'informer l'ensemble de ses collègues, amis et connaissances, du décès de son fils-ainé, **Brier Cervin Banzouzi**, le vendredi 21 août 2026, aux environs de 22h, au C.h.u de Brazzaville, des suites de maladie. La veillée mortuaire se tient au domicile familial, sis au Quartier Loua-Kibina, dans la zone Malonga-Ndi, dans le 8^{ème} arrondissement Madibou.

Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement.

**Pour m'informer,
je fais confiance à
L'Horizon Africain.
Je m'abonne!**

Comité national I.t.i.e

Enfin, le rapport 2023 fait l'objet de sensibilisation et de vulgarisation

Publié le 30 décembre 2025, le rapport 2023 du Comité national I.t.i.e (Initiative pour la transparence dans les industries extractives) fait, enfin, l'objet de sensibilisation et la vulgarisation. C'est l'objet de l'atelier de dissémination organisé mercredi 5 août 2026, à Brazzaville, sous l'égide de Florent Michel Okoko, secrétaire permanent du Comité national I.t.i.e, en collaboration avec le Pagir (Programme accélérer la gouvernance institutionnelle et les réformes pour un fonctionnement durable des services), de la Banque mondiale et en présence de Serge Marie Aimé Ndéko, conseiller aux ressources naturelles du ministre des finances, du budget et du portefeuille public, et Samuel Nsikabaka, commissaire à la C.n.t.r (Commission nationale de transparence et de responsabilité dans la gestion des finances publiques).

Après la production d'un rapport par le Comité national de l'I.t.i.e, les différentes parties prenantes à l'initiative doivent prendre connaissance des recommandations, des mécanismes de mise en place du rapport et de mise en œuvre des recommandations. Ce qui n'a pas été le cas pour le rapport 2023. D'où la tenue de l'atelier sous le thème: «Ensemble pour une gestion transparente, responsable et durable des ressources naturelles au Congo».

Au cours cet atelier, les participants ont été édifiés sur «la norme I.t.i.e 2023, ses enjeux et ses perspectives en République du Congo»; sur le processus de validation I.t.i.e en République du Congo, notamment sur l'état des lieux, les mesures correctives et les recommandations.

Le rapport 2023 met en évidence un certain nombre



Florent Michel Oko (au milieu) pendant l'atelier

d'éléments liés à la traçabilité des recettes de l'Etat. Il révèle une baisse globale des recettes des secteurs extractifs (pétrole, mines, gaz) et forestier, s'inscrivant dans la perspective de la validation du pays prévue en janvier 2027. Il suggère que le pays fournisse encore plus d'efforts, pour installer la transparence et la bonne gouvernance dans la gestion des recettes issues de l'exploitation des ressources naturelles: pétrole, gaz, bois, mines, etc.

La norme I.t.i.e 2023 marque une évolution importante de l'initiative. Elle répond aux défis de gouvernance auxquels sont confrontés les pays riches en ressources naturelles. Cette norme renforce notamment les exigences relatives à la divulgation systématique des informations, à la transparence des bénéficiaires effectifs, à la gouvernance des entreprises publiques, aux aspects environnementaux, à la transition énergétique, à l'égalité entre les femmes

et les hommes ainsi qu'à la qualité et l'accessibilité des données.

Florent Michel Okoko a rassuré: «L'I.t.i.e est, aujourd'hui, reconnue comme une référence mondiale en matière de transparence et de bonne gouvernance des ressources naturelles. Elle constitue un cadre de dialogue réunissant l'Etat, les entreprises et la société civile, autour d'un objectif commun: faire en sorte que les richesses issues de nos ressources naturelles profitent durablement au développement économique et social de notre pays».

Il a ajouté que la publication régulière des rapports I.t.i.e ne constitue pas une simple obligation de conformité à une norme internationale. Elle traduit un engagement fort en faveur de la redevabilité, de bonne gouvernance et de la participation citoyenne. Il met en lumière les paiements effectués par les entreprises, les recettes perçues par l'Etat, les niveaux de production et d'exportation, les informations relatives aux licences, aux entreprises publiques, aux bénéficiaires, ainsi que d'autres données prévues par la norme I.t.i.e. Signalons que le même atelier a eu lieu à Pointe-Noire, le vendredi 7 août dernier.

Martin
BALOUATA-MALEKA

Coopération Congo -
Union européenne - France

Enfin, le Projet Mosala a lancé sa première cohorte de formation

Alors que la convention de financement avait été signée le 9 janvier 2024 entre le Congo et la France, le Projet Mossala, qui vise à accompagner les jeunes dans leur parcours d'insertion professionnelle et à couvrir les besoins des employeurs en ressources humaines qualifiées, a lancé sa première cohorte de formation, composée de 336 jeunes, mardi 18 août 2026 à Brazzaville, lors d'une cérémonie à l'Hôtel Radisson Blu, sous le patronage de Rodrigue Charles Malanda-Samba, ministre de l'emploi, de l'entrepreneuriat et de la formation qualifiante, en présence de ses collègues, Gustave Fulgence René Adicolle Goum, ministre de l'enseignement technique et professionnel, Juste-Désiré Mondélé, ministre de l'assainissement urbain, du développement local et de l'entretien routier, et Hugues Nguélonélé, ministre en charge de la jeunesse, ainsi que d'Anne Marchal, ambassadeuse de l'Union européenne, Claire Bodonyi, ambassadeuse de France, et de plusieurs invités.



Projet Mosala

Selon le coordonnateur du Projet Mosala, Corneille Moukala Moukoko, «le Congo fait face à des défis innombrables en matière d'accès des jeunes à l'emploi, à cause de l'étroitesse du marché du travail». Il a présenté ce projet comme «un instrument pilote de la nouvelle politique nationale de l'emploi, de l'entrepreneuriat et de la formation qualifiante». Dans sa phase pilote, le projet prévoit cinq actions de formation. Il doit «contribuer à l'amélioration de l'employabilité et de l'insertion professionnelle des jeunes», grâce à des compétences adaptées au marché du travail, avec une attention aux jeunes femmes et aux personnes vulnérables. S'adressant aux jeunes, il a conclu sur une note d'espoir: «Mosala ne sera pas un leurre. Mosala sera une réussite». Pour Anne Marchal, derrière ce mot simple qu'est mosala se trouve une ambition essentielle: permettre à chaque jeune congolais de construire son avenir, grâce à des compétences utiles et adaptées aux réalités du marché du travail. «Il ne s'agit pas seulement de transmettre du savoir-faire, mais de préparer à l'emploi, à l'entrepreneuriat et à l'autonomie. En somme, il s'agit de former pour transformer», a-t-elle déclaré.

Dans son discours de lancement de la première cohorte, le ministre Rodrigue Charles Malanda Samba a appelé les bénéficiaires à «cultiver l'excellence, la rigueur méthodologique, l'esprit d'innovation et la discipline professionnelle», estimant que leurs compétences devront se traduire par «des projets entrepreneuriaux, générateurs de richesses et d'emplois». Selon lui, «l'avenir économique de notre Nation ne reposera plus exclusivement sur ses ressources naturelles. Elle dépendra aussi de la qualité de son capital humain». «Former aujourd'hui, c'est conférer à chaque jeune la capacité d'être acteur, innovateur et catalyseur du développement national», a-t-il conclu.

Rappelons que les conventions de financement, en don, du projet de renforcement de l'adéquation entre la formation et l'emploi, dénommé en lingala «Mosala», qui soutiendra l'insertion professionnelle d'au moins 5000 jeunes jusqu'en 2029, s'élèvent à un montant total de 10,3 millions d'euros ((6.756.357.100 milliards de francs Cfa), financé à travers le C2d (Contrat de désendettement et de développement) pour un montant de 7,5 millions d'euros, et par une délégation de fonds consentie par l'Union européenne à l'A.f.d (Agence française de développement) et mis à disposition de la République du Congo, pour un montant de 2,8 millions d'euros.

Roland KOULOUNGOU

Vie politique nationale

Solidarité autour de l'ancien ministre Bonaventure Mbaya

Une vidéo publiée dans les réseaux sociaux la semaine dernière a suscité l'indignation sur le sort de l'ancien ministre Bonaventure Mbaya, malade chez lui, au Quartier Matour, à Makélékélé, le premier arrondissement de Brazzaville. Des personnes de bonne volonté ont lancé des S.o.s dans les réseaux sociaux, en faveur de l'ancien ministre. Il se dit que le gouvernement n'est pas resté insensible à cette situation et une évacuation en Turquie serait en préparation

Docteur en biochimie et génétique depuis 1988, maître assistant Cames (Conseil africain et malgache de l'enseignement supérieur) et enseignant-chercheur au Département de biologie cellulaire et moléculaire de la Faculté des sciences de l'Université Marien Ngouabi à partir de 1992, Bonaventure Mbaya avait embrassé la carrière politique, en devenant secrétaire général de l'U.d.r-Mwinda (1992-1997). Proche collaborateur du pré-

sident-fondateur de ce parti, feu André Milongo Ntsatouabantou, Premier ministre de la Transition 1991-1992, il fut du reste son conseiller spécial et porte-parole.

En juin 1993, il est nommé secrétaire d'Etat chargé de la science et la technologie, par le Président Pascal Lissouba, dans le gouvernement du Premier ministre Jacques Joachim Yhomby-Opango. Puis, il a été ministre de la jeunesse et des sports en 1997, dans le gouvernement



Bonaventure Mbaya .

du Premier ministre Charles David Ganao. Après la guerre de 1997, il connaît une traversée du désert. En 2004, il crée son parti, Convergence citoyenne, situé à l'opposition et qui devient membre de l'International socialiste en 2008. En 2021, il annonce

sa candidature à l'élection présidentielle, mais il ne va pas confirmer sa candidature, car «les conditions de transparence et d'équité qui garantissent la crédibilité d'une élection présidentielle apaisée n'étaient pas réunies». Puis, en juillet de la même année, il dissout

son parti, Convergence citoyenne, pour réintégrer l'U.d.r-Mwinda, dirigée par Guy-Romain Kinfoussia. Ces dernières années, il s'était retiré de la scène politique nationale, pour raison de santé.

Urbain NZABANI

Ministère de la culture, des arts, du patrimoine national et de l'industrie touristique

Lancement des «ateliers vacances», pour découvrir des métiers artistiques

Donner un autre sens aux vacances scolaires, en faisant de la créativité artistique un outil d'apprentissage et d'ouverture professionnelle. C'est l'ambition de l'initiative «Ateliers vacances», un projet placé sous le patronage du ministre de la culture, des arts, du patrimoine national et de l'industrie touristique, et porté par la Direction générale des arts et des lettres, sous le financement de la représentation de l'Unesco Congo. Lancée le 4 août 2026 à la Direction de la manufacture, des arts et de l'artisanat congolais, à Brazzaville, sous le thème, «Arts vivants et figuratifs, levier d'opportunités d'emplois pour les jeunes», l'initiative entend offrir, à une soixantaine d'enfants, des vacances à la fois utiles, éducatives et constructives, en leur permettant de découvrir les métiers artistiques et de développer leurs aptitudes créatives.

Pendant un mois, du 4 août au 4 septembre 2026, 60 enfants et adolescents âgés de 7 à 17 ans bénéficieront d'un encadrement dans trois structures culturelles, à raison de 20 apprenants par site: la Manufacture des arts et de l'artisanat congolais; l'École de peinture de Poto-Poto et le Centre culturel Sony-Labou-Tansi, à Baongo.

À la Manufacture des arts et de l'artisanat congolais, les participants sont initiés à la poterie, tandis que l'École de peinture de Poto-Poto accueille des ateliers consacrés au dessin et à la peinture. Au Centre culturel Sony-Labou-Tansi, les enfants découvrent quant à eux plusieurs instruments et pratiques musicales, notamment la guitare, la flûte et le synthétiseur.

Pour Patrick Mbon, directeur de l'École de peinture de Poto-Poto, «ce projet sera un espace technique annuel qui vise à stimuler la créativité infantile, valoriser l'expression des émotions et développer



Des élèves lors du lancement des ateliers vacances à Brazzaville

la confiance en soi». L'Unesco voit, également, dans cette initiative, un investissement dans le potentiel des jeunes générations. Mme Juliette Emmanuel, qui a représenté la représentante de l'Unesco au Congo, a estimé que le développement de la créativité, dès l'enfance, constitue un enjeu important pour l'avenir du pays. «En investissant dans la créativité des enfants aujourd'hui, nous contribuons à préparer une génération capable d'innover, de préserver son patri-

moine et de participer pleinement au développement du pays», a-t-elle déclaré. Cette approche rejoint l'ambition affichée par les autorités culturelles de faire des arts et de la culture non seulement des espaces d'expression, mais également des secteurs susceptibles de contribuer à la diversification économique et à la création d'activités génératrices de revenus. Intervenant au nom du ministre de la culture, des arts, du patrimoine national et de l'industrie touristique,

Emeraude Kouka, conseiller aux arts et aux lettres du ministre de la culture, a présenté l'initiative comme un investissement stratégique dans le capital immatériel du pays. «Investir le budget public dans ce segment d'âge, c'est opérer un arbitrage macroéconomique majeur, diversifier notre économie par le capital immatériel, en armant une génération d'opérateurs culturels capables de transformer une intuition graphique en une micro-entreprise viable», a-t-il expliqué. Selon lui, «la politique culturelle du gouvernement s'inscrit dans une logique de construction progressive d'un écosystème capable de soutenir durablement la formation et l'expression artistique».

Avec l'initiative des «ateliers vacances», les vacances scolaires deviennent donc un terrain d'expérimentation où l'enfant peut apprendre, créer et, peut-être, découvrir les prémices d'une future vocation comme cela se fait dans d'autres domaines comme le sport. L'ambition affichée est de faire de cette expérience un rendez-vous annuel, capable de rapprocher davantage les jeunes du patrimoine artistique congolais tout en ouvrant des perspectives vers les métiers créatifs.

Céleste Exaucé
SINDOUSSOULOU

Lettre de Yakamambu

Mon très cher ami Mbulunkwé, mboté !

Décidément, nos amis communs Itoua, Mboundou, Tati et Yakamambu ne dorment pas. Ils nous demandent de méditer sur la parabole des arachides dont l'individualisme dans un bocal n'est pas acceptable. L'image peut paraître triviale, mais eux la trouvent plus explicite que de longs discours.

Tiens! Lorsque tu ouvres un bocal contenant des arachides et que tu le renverses sur un plateau, les arachides se répandront sur le sol, parce qu'il n'y a pas de lien entre elles. En revanche, quand vous coupez en deux un «lômbou», une espèce de grenade de la famille des landolphias, ce fruit que l'on trouve dans nos savanes et dans nos forêts, et que vous retournez chacune des parties en direction de la terre, aucun grain ne tombera, à cause du tissu naturel qui les retient serrés les uns contre les autres.

Nos amis Itoua, Mboundou, Tati et Yakamambu souhaitent que nous, les Congolais, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, nous soyons comme les grains des «lômbos» et que nous considérions que les notions de solidarité, de fraternité et d'unité sont des données de l'histoire voire un impératif catégorique, lié à la nature des choses. Qui plus est, ces notions sont plus qu'une obligation matérielle et morale. Nos amis Itoua, Mboundou, Tati et Yakamambu nous invitent à faire nôtres ces paroles du Cardinal Lustiger: «Traiter l'autre comme son prochain, c'est-à-dire quelqu'un dont l'on doit s'approcher est un devoir d'humanité».

Car nous, les Congolais, nous avons la noble mission de prouver que les préjugés tribaux dont nous sommes prisonniers, nous devons coûte-que-coûte en sortir. Ne les galvaudons point. C'est plus qu'un défi à relever. Et comme l'affirmait Mgr Barthélémy Batantu, ancien archevêque de Brazzaville, dans l'une de ses lettres pastorales: «Si nous nous entraînons à suivre la pente morale actuelle, notre société risquera de se désintégrer progressivement, parce qu'elle n'arrivera plus à la longue à respecter l'intimité des individus qui la composent».

Comprenez qui pourra. Aurevoir et à bientôt!

Diag-Lemba.

I.c.c (Initiative pour la conscience citoyenne)

Crépin Kéouosso exhorte les jeunes à bâtir des réseaux de partenariat

À l'occasion du séminaire de sensibilisation et de formation sur «la citoyenneté, les symboles et valeurs de la république», «le guide administratif», «l'entrepreneuriat», organisé le mardi 11 août 2026, à la «Maison de la société civile», à Brazzaville, le président de l'I.c.c (Initiative pour la conscience citoyenne), Crépin Kéouosso, a exhorté les jeunes à bâtir des réseaux de partenariat, pour construire ensemble leur avenir et contribuer au développement de leur pays, le Congo.

Le séminaire de sensibilisation et de formation sur la citoyenneté, organisé par l'I.c.c s'est déroulé sous le parrainage de Céphas Germain Ewangui, secrétaire permanent du Conseil consultatif de la société civile et des O.n.gs, en présence des secrétaires de cabinet de cet organe, Jean-Roger Essemiba et Pie Samuel Kouka, ainsi que du chancelier directeur de la conservation des armoiries, Norbert Ondongo.

Dans son mot d'ouverture du séminaire, le chancelier, directeur de la conservation des armoiries, Norbert Ondongo, a souligné la nécessité de former davantage les jeunes sur la citoyenneté. Poursuivant son propos, il a fait remarquer que «la question de civisme ne concerne pas seulement la jeunesse, mais aussi les responsables».

Pour sa part, dans son allocution, Céphas Germain Ewangui a fait savoir que ce



Céphas Germain Ewangui, prononçant l'allocution d'ouverture, à côté de Crépin Kéouosso. Le séminaire peut être considéré comme un préliminaire qui annonce les imminentes et «intenses campagnes de sensibilisation et d'éducation à assise communautaire sur la citoyenneté, les symboles et valeurs de la République»,

dans les grandes agglomérations du Congo. Il a indiqué que cette option va dans le sens des orientations du Chef de l'Etat, Denis Sassou-Nguesso, «qui accorde du prix à la nécessité impérieuse d'impulser auprès des

populations en général et de la couche juvénile en particulier, le sens aigu du patriotisme fondé par l'assimilation des symboles et valeurs qui fondent depuis le 15 août 1960, la Nation congolaise». Lors du panel qu'il a développé sur «l'entrepreneuriat», notamment sur la manière de faire pour devenir un entrepreneur à succès, Crépin Kéouosso a appelé les participants à se former davantage, à se fixer des objectifs, des défis à relever et à s'armer de volonté pour surmonter les obstacles. L'entrepreneuriat exige un caractère inventif ou créatif. Dans son allocution, Crépin Kéouosso a fait savoir que son appel à l'éveil managérial des jeunes s'inscrit dans la mission de l'I.c.c, qui consiste à contri-

buer, de façon significative, à leur formation et à leur encadrement, en luttant contre l'oisiveté, afin de répondre aux besoins en biens et services du Congo. L'accent particulier sur l'éducation civique et la sensibilisation patriotique, a-t-il ajouté, aide à imprégner la jeunesse de valeurs républicaines qui, suscitant la prise de conscience, l'amène à penser entrepreneuriat et à y croire, en créant et en innovant.

Dans son exposé portant sur le panel intitulé «Ethique et déontologie du travail», Borel Batouyidikila, un membre de la société civile, a dit que le meilleur service que tout citoyen puisse rendre à la république est de respecter ses valeurs. Ce respect, a-t-il poursuivi, résulte de la conformité à la fois à l'éthique et à la déontologie. Le séminaire s'est poursuivi avec d'autres panels, entre autres celui sur «le guide administratif», avec un accent particulier sur «les techniques administratives», «la rédaction du curriculum vitae» et «les techniques d'opportunités d'emploi».

Benjamin MANKEDI

G.f.a.c (Grande foire agricole du Congo)

Le Pool et ses atouts sur l'agriculture, pour accélérer son développement

La deuxième édition de la G.f.a.c (Grande foire agricole du Congo), s'est tenue du 5 au 20 août 2026, au Parc des expositions de Bambou-Mingali, dans le District d'Igné (Département du Djoué-Léfini), à environ 60 Kms au Nord de Brazzaville. Parmi ses activités, il y a eu 14 journées départementales mettant à l'honneur, à tour de rôle, sur le plan de la production et la transformation agricoles, les 15 départements du pays. Ainsi, la journée du mardi 18 août était consacrée au Département du Pool. Cette journée a non seulement mobilisé les exposants et les visiteurs, mais aussi les cadres ressortissants de ce département qui ont marqué, par leur forte mobilisation, le déroulement de cette journée que le ministre d'Etat Alphonse Claude N'Silou a baptisé comme la renaissance de ce département qui, aujourd'hui en paix, a renoué avec le dynamisme de sa vocation agricole.

Trois moments forts ont caractérisé la journée départementale du Pool à la Grande foire agricole du Congo: la présentation des communications dans la salle de conférence; la dégustation des mets issus du terroir du Pool et la visite ainsi que les achats dans le Pavillon Pool et les autres pavillons.

«L'institution des journées départementales constituent une excellente innovation et opportunité. C'est donc avec beaucoup de fierté que le Pool se présente aujourd'hui devant la Nation. Nous ne sommes pas ici uniquement pour montrer ce que nous produisons. Nous sommes ici pour démontrer ce que le Pool peut devenir», a déclaré le préfet du Pool pour qui l'enjeu de cette journée dépasse la simple présentation des produits agricoles. Il a félicité la mobilisation des cadres ressortissants du département pour accompagner les acteurs agro-pastoraux impliqués dans le déroulement de cette journée, en exprimant sa reconnaissance au président de l'assemblée nationale, Isidore Mvouba, qui a initié cette mobilisation, et les membres du gouvernement ressortissants du Pool.

Le préfet Monkala-Tchoumou n'a pas omis de saluer l'action du Président de la République, Denis Sassou-Nguesso, qui a lancé ce projet majeur de foire agricole, qui compte désormais parmi les grands projets destinés à booster l'agriculture du pays, et le leadership du Ministère de l'agriculture et de l'élevage qui conduit ce projet avec succès.

Il y a eu, ensuite, les communications, riches en informations sur l'état de l'agriculture dans le Pool. Le directeur départemental de l'agriculture, le Dr Romuald Nzonzi, a présenté les principales caractéristiques du département ainsi que l'état de son agriculture. En ce qui concerne la production, «le département a enregistré, en 2025 notamment, 1.132.612 tonnes de manioc, 223.567



Alphonse Claude N'Silou, entouré d'Yvonne Adélaïde Mougany (à gauche) et Rosalie Matondo..



Le préfet Jules Monkala-Tchoumou

tonnes d'arachide et 46.922 tonnes de maïs. La production fruitière s'est également distinguée avec 33.750 tonnes de mangues, 20.590 tonnes de safou, 14.600 tonnes de litchi et 10.670 tonnes d'avocats. Le maraîchage, en pleine progression dans certaines zones, concerne notamment la ciboule, le piment, la tomate, l'aubergine, le poivron, le concombre, le gombo, l'épinard, la carotte, le haricot vert et la courgette».

Selon le directeur départemental de l'élevage, le Dr Simon-Pierre Bahakoula, le sous-secteur demeure dominé «par un système traditionnel extensif. En 2025, le cheptel présenté lors de la rencontre était estimé à 3.472 bovins, 1.295 ovins, 1.845 caprins, 4.557 porcins et 39.271 volailles».

Une délégation de la République Bolivarienne du Vene-



Foire journée Pool

zuela, conduite par son vice-ministre de l'agriculture, Wilber Atahualpa Colmenarez Escalona, et dans laquelle figurait notamment l'ambassadeuse en République du Congo, Laura Evangelia Suárez, était présente à la conférence. Celle-ci a partagé l'expérience de son pays dans la culture du cacao, ouvrant la perspective d'éventuelles visites d'exploitations agricoles dans le Pool. Par la suite, Christian Richard Malonga, le secrétaire général de la Fondation Rosalie Matondo pour le bien-être de tous, a fait une communication mettant en avant plusieurs activités susceptibles de générer des revenus dans les zones rurales, notamment la production d'huiles essentielles et l'apiculture, avec un intérêt particulier pour le miel d'acacia et l'arboriculture fruitière.

Enfin, un autre message fort est venu de la communication du directeur général de l'Aco-

noq (Agence congolaise de normalisation et de la qualité), Jean-Jacques Ngoko Mouyabi, qui a captivé l'auditoire en rappelant, avec force, l'importance fondamentale de la norme et de la qualité.

La journée du Pool s'est poursuivie, après les communications dans la salle de conférence, par la visite du pavillon où il y avait vingt exposants et la dégustation gratuite des mets issus du terroir, préparés par la Fondation Rosalie Matondo pour le bien-être de tous. Sous l'animation des groupes folkloriques venus de certains districts du département, ces deux étapes ont connu la présence du ministre d'Etat Alphonse Claude N'Silou et la ministre Rosalie Matondo qui, auparavant, avaient dû participer à la session du Conseil des ministres, avant de venir à la foire.

«Pour moi, c'est la renaissance d'un département. Le Pool qui renaît, qui retrouve sa gaité, sa joie de vivre; le Pool

qui vous dit: voilà, il y a la paix chez nous, venez investir chez nous. D'ailleurs le Président de la République l'a démontré récemment (lors de la cérémonie de l'inauguration de l'électricité à Boko), pour vous dire qu'il y a la paix dans le Pool. Mais, (nous, nous disons), la paix est arrivée grâce à la patience du Président de la République. Donc, pour nous, c'est le Pool qui recouvre sa tradition, par son peuple qui est travailleur, parce que le peuple du Pool est très travailleur quand les conditions sont réunies. Et nous sommes là pour les honorer», a dit le ministre d'Etat N'Silou, lorsque la presse a recueilli ses impressions. La ministre Matondo et la députée Mougany ont complété ce tableau par leurs interventions en langue.

Céleste Exaucé SINDOUSSOULOU

Ultra-trail running M'Foa-Ndjindji

C'est parti, avec José Cyr Ebina et une cinquantaine d'athlètes

Comme annoncé, le coup d'envoi de la première édition de l'Ultra-trail running M'Foa-Ndjindji (Brazzaville/Pointe-Noire), organisée par l'Association multi-sports Lion d'or, a été donné samedi 23 août 2026, par son président, José Cyr Ebina, sur l'Allée piétonne Charles Ebina, à côté de l'Hôtel Saphir, au centre-ville de Brazzaville. Plus d'une cinquantaine de coureurs ont pris le départ autour de José Cyr Ebina, pour parcourir les 582 kilomètres en sept étapes d'une journée chacune. Le départ de cette course s'est fait en présence d'une délégation de la Fécoath (Fédération congolaise d'athlétisme) conduite par son président, Ange Thomas Sidney Ndandou. L'arrivée à Pointe-Noire aura lieu le dimanche 30 août.



José Cyr Ebina



Le départ de l'Ultra-trail running M'Foa-Ndjindji

Après Brazzaville, les coureurs parcourent plusieurs départements et affrontent des étapes dont les distances varient de 60 à 110 kilomètres. Les parcours se déclinent de la manière suivante:

- Brazzaville - Boulankio (Département du Djoué-Léfini): 70 km;
- Boulankio - Ngatoko (Djoué-Léfini): 70 km;
- Ngatoko - Mindouli (Département du Pool): 60 km;
- Mindouli - Madingou (Département de la Bouenza): 105 km;
- Madingou - Dolisie (Département du Niari): 110 km;
- Dolisie - Doumanga (Département du Kouilou): 80 km;
- Doumanga - Pointe-Noire: 87 km.

«L'ultra-trail n'est pas une course de vitesse, mais plutôt une course d'endurance. Donc, il faut savoir gérer les efforts», a rappelé José Cyr Ebina. Pour lui, le M'Foa-Ndjindji ne se résume pas seulement à une compétition sportive, mais aussi et surtout à un événement de sensibilisation sur la protection de l'environnement et la préservation des forêts congolaises. «On court pour nos forêts, pour notre avenir, pour la sensibilisation sur les peuples autochtones, la sensibilisation contre le déboisement qui se fait dans la forêt du Mayombe», a-t-il souligné.

Le président de la Fécoath, Ange Thomas Sidney Ndandou, a salué une initiative appelée, selon lui, à ouvrir une nouvelle voie dans la pratique sportive nationale. «Le trail et l'ultra-trail font partie des épreuves d'athlétisme, mais elles ne sont pas encore pratiquées chez nous. Je félicite cette initiative de l'Association multi-sports Lion d'or qui est en train de tracer un chemin sur une épreuve qui, demain, va s'imposer», a-t-il déclaré.

Céleste Exaucé SINDOUSSOULOU

L'Afrique sait-elle honorer ses bâtisseurs, avant d'avoir appris à transmettre ce qu'ils savent?

Le prof Macaire Batchi s'apprêtait à célébrer ses 70 ans. Mathématicien, enseignant-chercheur, responsable universitaire, plusieurs fois directeur de cabinet ministériel et secrétaire général de l'Université Denis Sassou-N'Gouesso, il avait consacré plusieurs décennies à former, administrer, conseiller et servir. Sa disparition, le 18 juillet 2026, a suscité de nombreux hommages. La République du Congo l'a élevé, à titre posthume, au grade de commandeur dans l'Ordre du mérite congolais. Mais, lorsque les cérémonies s'achèvent et que l'émotion s'éloigne, demeure une question beaucoup plus difficile: que devient le savoir d'un bâtisseur comme le prof Batchi, lorsqu'il disparaît? Cette interrogation dépasse largement le Congo. Elle concerne l'Afrique. Et, à l'heure de l'intelligence artificielle, elle devient une question de souveraineté.

De l'hommage à la transmission

Quelques semaines après la disparition du prof Batchi, l'Université Denis Sassou-N'Gouesso a célébré le cinquième anniversaire de son inauguration, en renouant avec son ambition panafricaine. Le 13 août 2026, elle a élevé à la dignité de «docteur honoris causa», trois anciens Chefs d'État africains: Macky Sall, ancien Président du Sénégal; Mahamadou Issoufou, ancien Président du Niger, et Umaro Sissoco Embaló, ancien Président de Guinée-Bissau.

L'Université a inscrit cette cérémonie sous trois mots: excellence, leadership et idéal panafricain. La convergence avec la disparition du prof Macaire Batchi mérite d'être observée. D'un côté, une université choisit de reconnaître l'expérience de grandes figures du leadership africain. De l'autre, elle vient de perdre l'un de ceux qui, de l'intérieur, contribuaient quotidiennement à construire et faire fonctionner l'institution. Ces deux événements, apparemment indépendants, posent finalement la même question: comment une université transforme-t-elle l'expérience d'une génération en ressource pour la suivante?

L'Afrique possède des bibliothèques vivantes

Nous avons longtemps pensé la richesse africaine à partir de ses ressources naturelles. Nous parlons, désormais, de données, d'infrastructures numériques, de cloud, d'intelligence artificielle, de compétences et de souveraineté technologique. Mais, une autre ressource demeure insuffisamment considérée: l'expérience accumulée par les femmes et les hommes qui ont construit nos institutions. Un professeur ayant enseigné pendant quarante ans n'est pas seulement un enseignant expérimenté.

Un haut fonctionnaire ayant traversé plusieurs administrations n'est pas seulement un ancien responsable. Un ingénieur ayant participé à la construction d'infrastructures stratégiques n'est pas seulement un retraité. Un diplomate ayant vécu plusieurs crises n'est pas seulement un



Par le Dr Chrysostome Nkoumbi-Samba.

témoin. Ils constituent des bibliothèques vivantes. Ils possèdent des connaissances explicites, naturellement, mais également quelque chose de beaucoup plus difficile à reproduire: la connaissance tacite. Pourquoi telle réforme a-t-elle échoué? Pourquoi telle décision a-t-elle fonctionné? Quels compromis ont été nécessaires? Quels signaux avaient été ignorés? Quelles erreurs ne faudrait-il pas reproduire? Comment une institution fonctionne-t-elle réellement, au-delà de ses organigrammes et de ses procédures?

Une grande partie de cette connaissance n'est écrite nulle part. Lorsqu'elle disparaît avec ceux qui la détiennent, la Nation perd davantage qu'une mémoire. Elle perd une partie de sa capacité à décider.

À 70 ans, fin de carrière ou sommet de transmission?

Le cas Macaire Batchi introduit ici une autre interrogation. Il venait de célébrer ses 70 ans. Or, les travaux scientifiques sur l'âge et certaines capacités associées à la maturité invitent précisément à dépasser une lecture simpliste du vieillissement. Le document scientifique ayant nourri cette réflexion rapporte notamment que le caractère consciencieux atteindrait statistiquement son maximum vers 65 ans, que la stabilité émotionnelle culminerait autour de 75 ans et que certaines capacités de résistance aux biais pourraient encore progresser entre 70 et 80 ans. Ces tendances générales ne permettent

évidemment aucune conclusion individuelle, mais elles interrogent notre manière de considérer l'expérience accumulée. Et si nous regardions différemment les 60, 70 ou 80 ans de nos professeurs, chercheurs, médecins, ingénieurs, magistrats et grands serveurs de l'État? Non plus seulement comme la dernière partie d'une carrière. Mais, comme une période stratégique de transmission. J'appelle cette ressource potentielle le dividende de la maturité.

Le paradoxe africain

L'Afrique possède l'une des populations les plus jeunes du monde. Nous en avons fait, à juste titre, un argument stratégique. Former la jeunesse est devenu une priorité continentale. Mais, cette priorité comporte un angle mort: qui organise la transmission entre ceux qui savent déjà et ceux qui doivent apprendre à construire demain? Nous pouvons multiplier les universités, les incubateurs, les programmes de formation et les plateformes numériques. Si, chaque génération doit redécouvrir les mêmes erreurs, reconstruire les mêmes méthodes et réapprendre ce que la précédente avait déjà compris, nous produisons des diplômés sans nécessairement produire de la continuité. La transmission intergénérationnelle devrait donc devenir une infrastructure du développement africain.

L'intelligence artificielle rend cette question urgente

L'I.a ajoute, désormais, une dimension nouvelle au pro-



Macaire Batchi.

blème. Les systèmes d'intelligence artificielle apprennent à partir de corpus. Ils exploitent ce qui a été écrit, enregistré, structuré, numérisé et rendu accessible. Cela produit une asymétrie considérable. Ce qui n'est pas documenté devient progressivement invisible pour les systèmes qui contribueront demain à produire, organiser et transmettre la connaissance. Si les expériences institutionnelles africaines restent principalement orales, dispersées ou enfermées dans les mémoires individuelles, les systèmes intelligents de demain disposeront d'une représentation incomplète de nos trajectoires. Nous risquons alors de reproduire dans l'I.a, un phénomène déjà connu dans d'autres domaines: laisser ailleurs le soin de documenter; interpréter et finalement raconter nos propres expériences. C'est ici que la préservation de la mémoire rencontre la souveraineté cognitive.

De l'archive au capital cognitif

Une administration qui conserve ses dossiers possède des archives. Une université qui conserve ses publications possède une bibliothèque. Mais, une institution qui recueille systématiquement les expériences, les méthodes, les arbitrages, les échecs, les réussites et les enseignements de celles et ceux qui l'ont construite commence à constituer autre chose: un capital cognitif institutionnel.

La chaîne stratégique devient alors: Expérience? Mémoire? Données? Connaissance? Transmission? Décision? Souveraineté. Dans le cadre de l'Afrik@Cybersecurite 3.0, cette chaîne relève directement du Numérique de confiance pour les peuples et la planète. Car, la souveraineté numérique ne consiste pas uniquement à savoir où sont hébergées nos données. Elle consiste aussi à déterminer quelles connais-

sances nous décidons de produire, préserver et transmettre. Pourquoi ne pas créer un «patrimoine vivant des bâtisseurs»? Les universités africaines pourraient ouvrir un nouveau chantier. Avant qu'un grand professeur ne quitte l'Université, recueillons son expérience. Avant qu'un haut fonctionnaire ne quitte l'administration, documentons les enseignements de sa carrière. Avant qu'un ingénieur ayant construit une infrastructure critique ne parte à la retraite, enregistrons ce qu'aucun manuel ne contient: entretiens filmés; archives scientifiques; cours magistraux; retours d'expérience; controverses; décisions commentées; témoignages d'anciens étudiants et recommandations aux générations suivantes pourraient alimenter des bibliothèques numériques de transmission, non pas des mausolées numériques. Des ressources vivantes utilisables pour l'enseignement, la recherche, l'administration publique et, demain, l'entraînement de systèmes d'intelligence artificielle gouvernés selon des règles de confiance.

Le cas Macaire Batchi pourrait devenir un commencement

Avec ses anciens étudiants, nous avons commencé par une démarche simple: Reconnaissance et transmission. Prier. Se souvenir. Recueillir les témoignages. Identifier ce que chacun a reçu. Puis transmettre. Mon dernier échange avec le prof Batchi donne à cette démarche une signification particulière. Après une hospitalisation, il m'avait écrit quelques semaines avant son départ: «Merci de m'insérer dans tes prières». Nous pouvons continuer à répondre à cette demande. Mais, la prière peut désormais rencontrer la responsabilité. Prier pour celui qui nous a enseignés. Préserver

ce qu'il nous a transmis. Et transmettre à notre tour.

De Macky Sall à Macaire Batchi: deux patrimoines, une même responsabilité.

En distinguant trois anciens Présidents africains, l'Université Denis Sassou-N'Gouesso affirme que l'expérience du leadership mérite d'entrer symboliquement dans l'Université. Le cas Macaire Batchi nous invite à accomplir le mouvement complémentaire: faire entrer la mémoire des bâtisseurs de l'Université dans le patrimoine transmissible de la Nation. Il ne faut opposer ni les fonctions ni les hommes. Au contraire.

Le dirigeant porte une expérience politique.

Le professeur porte une expérience scientifique et pédagogique.

Le haut-fonctionnaire porte une mémoire institutionnelle.

L'entrepreneur porte une expérience économique.

L'ingénieur porte une mémoire technique.

Ensemble, ils constituent une partie du capital cognitif africain. L'enjeu du 21^{ème} siècle sera de savoir le préserver sans le figer, le numériser sans le déposséder, l'ouvrir sans le diluer et le transmettre sans perdre la maîtrise de sa gouvernance.

La transmission comme acte de souveraineté

Nous parlons beaucoup de l'Afrique de 2063. Mais, l'Afrique de 2063 sera également construite à partir de ce que nous aurons décidé de transmettre en 2026.

Chaque professeur qui disparaît sans avoir transmis une partie de son expérience constitue potentiellement une bibliothèque qui ferme.

Chaque mémoire institutionnelle perdue oblige une génération à réapprendre.

Chaque expérience correctement capitalisée permet au contraire à la génération suivante de commencer là où la précédente s'est arrêtée.

La Bible nous rappelle cette responsabilité: «Une génération célèbre tes œuvres à l'autre génération, et publie tes hauts faits» (Psaume 145:4). Le défi est donc désormais de transformer cette sagesse ancienne en politique contemporaine de transmission. Le plus bel hommage rendu au prof Macaire Batchi ne serait alors peut-être pas seulement de rappeler ce qu'il fut. Ce serait de faire en sorte que d'autres bâtisseurs africains puissent transmettre de leur vivant ce qu'une Nation ne devrait jamais attendre leur disparition pour découvrir qu'elle devait préserver. L'Afrique sait déjà honorer ses bâtisseurs. Saura-t-elle désormais organiser la transmission de leur intelligence avant qu'ils ne disparaissent?

Dr. Chrysostome NKOUMBI-SAMBA
Président AFRIK@CYBERSECURITE

F.i.e.t (Festival international des étoiles)

Une nuit des légendes de la rumba à Kinshasa, avant la grand-messe de Paris

Ces derniers temps, la capitale de la RD Congo, Kinshasa, est en ébullition. Elle a reçu, samedi 8 août 2026, plus d'une vingtaine de grands noms de la rumba des deux rives du Congo, pour préparer la 16^{ème} édition du F.i.e.t (Festival international des étoiles), un événement culturel destiné à la valorisation de la rumba congolaise, créé en 2004, par le journaliste Serge Kayembe, qui se déroulera du 27 au 29 novembre 2026, à Paris, en France.

Organisé sous l'égide du Ministère de la culture, arts et patrimoine de la RD Congo, le F.i.e.t s'inscrit dans le cadre de la valorisation du statut de la rumba congolaise, inscrite en 2021 au patrimoine culturel immatériel de l'Unesco. Il faut reconnaître que depuis sa reconnaissance par cette haute institution culturelle, la situation de la rumba sur les deux rives du Fleuve Congo, ne s'est guère beaucoup améliorée, alors que les musiciens et les acteurs culturels y avaient placé tous leurs espoirs: construction des studios d'enregistrement; création de festivals;



Le Fiet 2026.

construction des salles de spectacle; codification de la rumba, etc.

Des légendes vivantes de la rumba, telles que Théo Blaise Kounkou, Cosmos

Mountouari, Canta Nyboma, Matolu Dode Papy Tex, Dilu Dilumona, Manuaku Waku, Souzy Kaseya, Maïka Munan, Mbilia Bel, Wuta Mayi, Bozi-Boziana, Lita Bembo, Malage de Lugendo, Gina Efonge, Jeannot Bombenga, Reddy Amisi, Faya Tess, Lufombo et Djuna Mumbafu seront de la partie, pour une grande soirée de gala, mais aussi pour réfléchir, dans la foulée, sur diverses problématiques concernant leur corporation.

Ces problématiques auront pour cadre, l'opération «Open day RDC diaspora connect 2026», précisément, afin de mobiliser les institutions, le secteur privé, les investisseurs et la diaspora autour des opportunités économiques et culturelles qu'offre la RD Congo.

Guy Francis TSIEHELA

Chroniqueur musical,
Paris France

Brazzaville

«Le Barb'hair 2D», un nouveau lieu de loisir, au centre-ville

Si pendant la semaine, le centre-ville de Brazzaville grouille de monde, rien à voir avec le dimanche, où ce quartier semble hiberner, devenant l'ombre de lui-même. L'ouverture du lounge bar «Le Barb'hair 2D», œuvrant à la fois dans le snacking-bar et les soins de beauté masculins, ne peut que soulager les amateurs de loisirs, qui y trouvent ainsi un espace animé, où ils peuvent se prélasser et prendre du bon temps.



Le Barb'hair 2D, au centre-ville de Brazzaville

Sept jours sur sept, le Lounge bar «Le Barb'hair 2D» propose, au centre-ville de Brazzaville, du snacking-bar, de la restauration rapide et traditionnelle bio, à des prix défiant toute concurrence. Le propriétaire est un jeune congolais, patriote issu de la diaspora congolaise en France. Il «se veut être utile à son pays», nous a-t-il confié, au détour d'un échange. Rénovant: «Je suis parti de la lointaine France qui m'a vu naître, pour venir servir mon pays. Je suis fier de pouvoir ainsi contribuer, même modestement, à son développement».

Ouvert il y a six mois, «Le Barb'hair 2D» emploie déjà quatre travailleurs, avec des perspectives d'embauches supplémentaires. Voulant sortir le centre-ville de Brazzaville de sa morosité ambiante du dimanche, son propriétaire a initié, en collaboration avec «les Bavons Sate White», une écurie de l'événementiel ayant pignon sur rue, la messe rituelle du «bouillon de ngoulou et de la braise», autour d'un barbecue géant. Apprécié des populations, après à peine deux éditions, ce rendez-vous dominical où les gens viennent savourer en plein-air d'après-midi du bon bouillon de porc, du bon poulet ou de la bonne viande braisée, fait déjà florès.

Liant l'utile à l'agréable, l'établissement, à cheval sur deux niveaux, propose des prestations de soin de beauté, de coiffure homme et des produits de toilette originaux, permettant aux habitants de profiter des services d'un établissement s'approvisionnant en Europe, à l'abri des contrefaçons, tout en pratiquant des tarifs cousus sur mesure des Congolais. Acteur économique, le jeune entrepreneur, qui a requis l'anonymat, est aussi un acteur social discret. C'est sans tambour ni trompette qu'il était allé faire des dons, il y a deux ans, à une association, la «Maison Espérance», un orphelinat du premier arrondissement Makélékélé. Il nous a confié vouloir organiser, sous peu, des journées de coupes de cheveux gratuites, en son salon de coiffure, à leur profit. Le quotidien de nos villes appelle des préoccupations insoupçonnées, dont l'impact dans la vie de nos citoyens est considérable. Mais, aussi insoupçonnées soient-elles, l'Etat se doit de les identifier, afin de les intégrer dans l'élaboration de ses politiques publiques, notamment de proximité, aux premières loges desquelles se trouvent les élus locaux. Avec les sociétés actuelles, de plus en plus anxiogènes, le divertissement recèle des enjeux toutes aussi insoupçonnées que la prévention, même à la marge, des maladies mentales et cardiaques liées au stress.

Guy Francis TSIEHELA

Chroniqueur culturel, Paris France

Canal+

Deux rois, un trône: «Clash», la série musicale événement

«Clash», la première série de Philippe Lacote, réalisateur ivoirien multi-primé avec deux long-métrages, «Run» et «La nuit des rois», arrive, dès le dimanche 30 août, à 20h30, sur la chaîne Canal+ Magic. Cette nouvelle «création originale Canal+» promet une immersion dans l'univers de la musique, en mettant en scène DJ Shogun et DJ Diamantino, deux meilleurs amis qui s'imposent ensemble sur la scène musicale du coupé-décalé à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Mais, lorsqu'un manager incite Shogun à lancer sa carrière solo, le duo explose. Diamantino retourne à Kinshasa, en RD Congo, et c'est le début d'une guerre musicale sans merci où tous les clashes sont permis.



Deux rois, un trône «Clash».

Production d'envergure au style cinématographique par Wassakara Productions (Côte d'Ivoire), Banshee Films (France), Monday Films (Ghana) et par Kiyos Production (RD Congo), «Clash» réunit des talents d'exception, pour interpréter une galerie de personnages avec entre autres Ange Eric N'Guessan, Arnold Matondo, Jean-Baptiste Lafarge, France Nancy Goulian et Maïmouna N'Diaye. Tournée à Abidjan et à Kinshasa, «Clash» s'impose comme une série ancrée dans l'actualité du monde musical du coupé-décalé et de ses multiples frasques, buzz, clashes sur les réseaux sociaux, quête de célébrité... «Clash», c'est aussi une bande-son originale de huit titres qui ont été composés et créés par des compositeurs, beatmakers, musiciens et au-

teurs africains.

«À travers cette nouvelle création originale, Clash promet de faire du bruit... et confirme l'ambition de Canal+ de proposer des

séries contemporaines africaines portée par une grande qualité de production et de réalisation»,

confie Nathalie Folloroux, directrice des chaînes Canal+ Afrique.

Nécrologie

Décès de l'ancien ministre Emile Mabondzo

Ministre du développement industriel, des petites et moyennes entreprises et de l'artisanat (août 2002-janvier 2005), puis ministre du développement industriel et de la promotion du secteur privé dans le deuxième gouvernement du Premier ministre Isidore Mvoubi (janvier 2005-mars 2007), ancien député élu dans la commune de N'Kayi, Emile Mabondzo, est décédé le vendredi 21 août 2026, à l'Hôpital de référence de

N'Kayi, dans le Département de la Bouenza, des suites d'une crise cardiaque. Haut-cadre, il a exercé des responsabilités dans le secteur pétrolier où il fut directeur délégué d'Elf Congo (devenue par la suite Total Congo). Dans les structures publiques, il fut directeur général de la C.c.a (Caisse congolaise d'amortissement). En 1999, il fut élevé à la dignité de Grand-officier de l'Ordre du mérite congolais. C'est par un communiqué signé de son portet-parole



que le P.c.t (Parti congolais du travail) a annoncé, le même jour, le décès d'Emile Mabondzo, membre du Comité d'honneur du P.c.t.

Coupe du Congo édition spéciale 2026

Le Cara a décroché la timbale, face à la J.s.t

La finale de la Coupe du Congo, l'édition spéciale organisée cette année sur instruction du Chef de l'Etat, a craché son verdict: le Cara (Club athlétique renaissance aiglon) a remporté la coupe, après sa victoire aux tirs au but sur la J.s.t (Jeunesse sportive de Talangai), vendredi 14 août 2026, au Stade Alphonse Massamba-Débat. Les deux équipes étaient à égalité à l'issue du temps réglementaire: 1-1. Pour ce qui est de la version féminine, c'est l'Ac Colombe qui a remporté la coupe, face au F.c.f La Source (2-1), dans un match qui s'est joué juste avant celui de la version masculine.

Le football a, enfin, fait vibrer le Stade Alphonse Massamba-Débat, son temple mythique national à Brazzaville. Pour l'occasion, avec une entrée gratuite, les gradins étaient plus ou moins pleins, comme on ne l'a plus jamais vu depuis ces deux dernières années. A la tribune officielle, d'illustres spectateurs, à commencer par le Président de la République, Denis Sassou-Nguesso, ses deux hôtes de marque, notamment le président de la commission de l'Union africaine et l'ancien Chef d'Etat nigérien, Mahamadou Issoufou, le président du sénat, Pierre Ngolo, les membres du gouvernement et bien d'autres autorités nationales, donnaient la mesure de l'importance de l'événement sportif.

Le Chef de l'Etat a donné le coup d'envoi du match de finale entre le Cara et la J.s.t, après avoir salué, posément, les 22 acteurs du jour, qui s'apprêtaient à livrer un spectacle fort attendu. Il y a longtemps qu'on a vécu cette tradition nationale, comme si



Le Chef de l'Etat remettant la coupe au capitaine du Cara.

le pays n'était pas en paix, pour en être privé. Pour ce vendredi 14 août, dans le vieux stade de la capitale, l'ambiance était vraiment footballistique, car l'adversité était intense: chacune des deux équipes avait les chances de l'emporter. Le match, retransmis en direct par la télévision, la radio nationales et sur les réseaux sociaux, a connu un suspense jusqu'à la 83^{ème} minute: 0-0. C'était digne d'une finale très disputée, mais une finale qui a révélé aussi un niveau technique qui donne des soucis, chez les joueurs,

deux ans sans compétition, on perd forcément en performance technique, le niveau recule.

Il a fallu attendre la 84^{ème} minute, pour que d'un corner, la J.s.t marque le premier but sur un coup de tête. Dès lors, on a pensé que les carottes étaient cuites pour le Cara. Il ne restait plus que 6 minutes. Mais, le coach a procédé à deux changements, pour relancer son équipe et l'histoire lui a donné raison. Cinq minutes après, les aiglons ont égalisé de la même manière: corner et un coup de tête: 1-1. Puis, c'était la séance de tirs aux buts, le score étant resté inchangé à la fin du match. Sur un total de 10 tirs pour les deux équipes, à peine 5 ont été marqués et donc, il y a eu 5 ratés. Ce qui témoigne des contre-performances tech-



L'Ac Colombe a remporté la Coupe du Congo Edition 2026, en version féminine.

tant les déchets (mauvaises passes, mauvais contrôles du ballon, ratés) étaient nombreux. Rien de surprenant: niques des joueurs. Le Cara l'a emporté par 3 tirs à 2.

Urbain NZABANI

Fécovo (Fédération congolaise de volleyball)

Seul, les championnats nationaux seniors hommes et dames auront lieu cette année

Par insuffisance de moyens logistiques, le Comité exécutif de la Fécovo (Fédération congolaise de volleyball), a pris la décision annoncée par son président, Jean-Claude Mopita, de n'organiser, cette année 2026, que les deux championnats nationaux seniors hommes et dames. Il n'y aura pas de championnats nationaux pour les autres catégories (juniors, cadets et minimes, des deux versions).

Dans une décision portant organisation des championnats nationaux de volleyball édition 2026, signée le 11 août dernier, le président de la Fécovo, Jean-Claude Mopita, annonce que les championnats nationaux de volleyball ne se tiendront pas, cette année 2026, dans toutes les catégories. Seule, la catégorie des seniors est retenue exceptionnellement cette année. Il s'agit de la 37^{ème} édition, pour les seniors messieurs et de la 31^{ème} édition pour les seniors

dames. Ces deux compétitions se tiennent du 31 août au 6 septembre 2026, au Gymnase Henri Elendé. Le président Jean-Claude Mopita a présenté les excuses aux volleyeurs et aux férus de la balle au filet pour la non-tenu des championnats nationaux minimes, cadets et juniors. «C'est avec un pincement au cœur que nous vous annonçons que, pour des raisons indépendantes de ma volonté et celle du Bureau exécutif ainsi que par manque de logistique,



Le volleyball bientôt en compétition nationale senior

nous ne pourrons pas organiser les championnats juniors, cadets et minimes, cette année. Nous présentons nos excuses aux amoureux de notre discipline bien aimée», a-t-il indiqué. Reste aux équipes seniors qualifiées aux cham-

pionnats nationaux des deux versions de se préparer sérieusement, afin d'aborder la compétition dans de bonnes conditions.

Luze Ernest BAKALA

Football

Le Club Manckoundia football est devenu le R.c.b (Racing club bantou) basé à Kinkala

Le Club Manckoundia football, évoluant en Division 2, a tenu une assemblée générale extraordinaire, samedi 22 août 2026, à Kinkala, chef-lieu du Département du Pool, sous la direction de son président fondateur, Guy Félix Charles Paul Manckoundia. La principale décision prise est le changement du nom de l'équipe. Ainsi, le Club Manckoundia football s'appelle désormais Racing club bantou (R.c.b) et il a été délocalisé de Brazzaville à Kinkala. Candidat unique à sa propre succession, le président Manckoundia a été reconduit à la tête du club, alors que Igor Fouémina dit Shiffo a été choisi comme entraîneur.



Guy Félix Charles Paul Manckoundia (au milieu).

L'assemblée générale extraordinaire du Club Manckoundia football s'est tenue en présence du directeur départemental des sports et de l'éducation physique, Apollinaire Sita Milongo, du président de la Ligue de football du Pool, André Nkéoua, du conseiller culturel de la mairie de Kinkala, André Bakouma, du conseiller départemental ancien président de la ligue, Lié Lambert Bidier Bandzousi et de plusieurs sympathisants férus du ballon rond, venus des villages environnants.

Au terme de ces assises qui ont duré près de quatre heures, d'importantes décisions ont été prises comme le changement de nom. Ainsi le Racing club bantou (R.c.b) a vu le jour et il est basé à Kinkala. Après sa reconduction, le président Manckoundia a remercié les autorités administratives locales de Kinkala pour leur hospitalité et les participants à l'assemblée. «Je salue les partenaires et supporters du Racing club bantou, car la tenue de cette assemblée générale extraordinaire à Kinkala souligne le caractère crucial et décisif pour l'avenir de notre formation sportive. Je rappelle ici la nécessité de l'unité, du dialogue constructif et de la cohésion, pour relever les nouveaux défis de notre club», a-t-il indiqué.

Luze Ernest BAKALA

Championnat national de nihon tai-jutsu 2026

La Référence club de Pointe-Noire a fait sensation

La Féclose-Da (Fédération congolaise de close-combat et disciplines associées), dirigée par Serges Bikoua, a organisé du samedi 22 au dimanche 23 août 2026, au Gymnase Henri Elendé de Brazzaville, le championnat national de nihon tai-jutsu. Plusieurs clubs venus de sept départements y ont pris part. A l'issue de ce championnat national, le Département de Brazzaville a décroché la première place, suivi du Département de Pointe-Noire et la troisième place est occupée par le Département du Pool.

Au cours du championnat national de close-combat, la Référence club de Pointe-Noire fait sensation et raflé quatre médailles, avec ses quatre athlètes. Il s'agit de:

- Benoît Malanda: médaille d'or (Catégorie A);
- Mack Ucherson: médaille d'or (Catégorie C);
- Jovali Mitori: médaille d'argent (Catégorie B);
- Grâce Koléla: médaille de bronze (Catégorie C).

A la suite de ses performances à Brazzaville, la délégation de la Référence club de Pointe-Noire, conduite par son président, Brunel Ibala Ngoma, et qui a eu comme entraîneur Juvet Richardy Obo Mbéri, a eu droit à un accueil triomphal, de retour au bercail. Un carnaval a été organisé ayant fait le tour de la ville, en son honneur. Désormais, la Référence club de Pointe-Noire se prépare pour les prochaines échéances internationales.

L. E B